



Partie 2

LOIS ET RÈGLEMENTS

10 août 2022 / 154^e année

Sommaire

Table des matières
Règlements et autres actes
Projets de règlement
Décisions
Arrêtés ministériels

AVIS AUX USAGERS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes en vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail (chapitre M-15.001) et du Règlement sur la *Gazette officielle du Québec* (chapitre M-15.001, r. 0.1).

La Partie 1, intitulée «Avis juridiques», est publiée au moins tous les samedis. Lorsque le samedi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lundi suivant.

La Partie 2 «Lois et règlements» et sa version anglaise Part 2 «Laws and Regulations» sont publiées au moins tous les mercredis. Lorsque le mercredi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lendemain.

Partie 2 — LOIS ET RÈGLEMENTS

Internet

La version intégrale de la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est disponible gratuitement et chaque numéro est diffusé le mercredi à 0 h 01 à l'adresse suivante:

www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca

Contenu

Règlement sur la *Gazette officielle du Québec*, article 3

La Partie 2 contient :

- 1° les lois sanctionnées;
- 2° les proclamations et les décrets d'entrée en vigueur des lois;
- 3° les règlements et les autres actes de nature législative dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi ou par le gouvernement;
- 4° les décrets du gouvernement, les décisions du Conseil du trésor et les arrêtés ministériels dont la publication est requise par la loi ou par le gouvernement;
- 5° les règlements adoptés par les tribunaux judiciaires et administratifs;
- 6° les projets des textes mentionnés aux paragraphes 3° et 5° dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi avant qu'ils soient pris, adoptés ou délivrés par l'autorité compétente ou avant leur approbation par le gouvernement, un ministre, un groupe de ministres ou par un organisme du gouvernement;
- 7° tout autre document non visé à l'article 2 ou au présent article et dont la publication est requise par le gouvernement.

Tarif*

1. Abonnement annuel à la version imprimée

Partie 1 «Avis juridiques»:	555 \$
Partie 2 «Lois et règlements»:	761 \$
Part 2 «Laws and Regulations»:	761 \$

2. Acquisition d'un exemplaire imprimé de la *Gazette officielle du Québec*: 11,88 \$.

3. Publication d'un document dans la Partie 1:
1,91 \$ la ligne agate.

4. Publication d'un document dans la Partie 2:
1,27 \$ la ligne agate.

Un tarif minimum de 278 \$ est toutefois appliqué pour toute publication inférieure à 220 lignes agate.

*** Les taxes ne sont pas comprises.**

Conditions générales

Les fichiers électroniques du document à publier, une version Word et un PDF avec signature d'une personne en autorité, doivent être transmis par courriel (gazette.officielle@servicesquebec.gouv.qc.ca) et être reçus **au plus tard à 11 h le lundi** précédant la semaine de publication. Les documents reçus après la date de tombée sont publiés dans l'édition subséquente.

Le calendrier des dates de tombée est disponible sur le site Internet des Publications du Québec.

Dans son message, l'annonceur doit clairement indiquer les coordonnées de la personne à qui la facture doit être acheminée (nom, adresse, téléphone et courriel).

Pour toute demande de renseignements, veuillez communiquer avec:

Gazette officielle du Québec

Courriel: gazette.officielle@servicesquebec.gouv.qc.ca

425, rue Jacques-Parizeau, 5^e étage
Québec (Québec) G1R 4Z1

Abonnements

Pour un abonnement à la version imprimée de la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Les Publications du Québec

Service à la clientèle – abonnements
425, rue Jacques-Parizeau, 5^e étage
Québec (Québec) G1R 4Z1
Téléphone: 418 643-5150
Sans frais: 1 800 463-2100
Télécopieur: 418 643-6177
Sans frais: 1 800 561-3479

Toute réclamation doit nous être signalée dans les 20 jours suivant la date d'expédition.

Table des matières

Page

Règlements et autres actes

1444-2022	Autorisation d'aliénation ou d'utilisation d'un lot sans l'autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (Mod.)	5461
1445-2022	Bien-être et sécurité des animaux domestiques de compagnie et des équidés	5464
	Certaines conditions de travail des cadres des centres de services scolaires et du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal.	5475
	Frais de remorquage des véhicules routiers saisis en vertu du Code de la sécurité routière	5476

Projets de règlement

	Processus de recrutement et de sélection des protecteurs régionaux de l'élève	5479
--	---	------

Décisions

12227	Prix du lait de consommation (Mod.)	5483
-------	---	------

Arrêtés ministériels

	Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local de la Ville de Saguenay.	5488
	Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local de la Ville de Saguenay.	5487
	Cadre gouvernemental de gestion de la sécurité de l'information	5490
	Mise en œuvre du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux vents violents survenus le 23 juillet 2022, dans la municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard.	5498
	Nouvel élargissement du territoire et une prolongation de la période d'application du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents mis en œuvre relativement aux travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2021 au 31 mars 2022, dans des municipalités du Québec	5498

Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

Décret 1444-2022, 3 août 2022

Loi sur la protection du territoire
et des activités agricoles
(chapitre P-41.1)

Autorisation d'aliénation ou d'utilisation d'un lot sans l'autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec —Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur l'autorisation d'aliénation ou d'utilisation d'un lot sans l'autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 6.3° du premier alinéa de l'article 80 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (chapitre P-41.1) le gouvernement peut, par règlement, déterminer les cas et les conditions où l'aliénation d'un lot ou d'une partie d'un lot peut être faite sans l'autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec au bénéfice de producteurs;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 7° du premier alinéa de l'article 80 de cette loi le gouvernement peut, par règlement, identifier les fins municipales et d'utilité publique auxquelles s'applique l'article 41 de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes 1° et 2° du deuxième alinéa de l'article 80 de cette loi le gouvernement peut, par règlement, déterminer les cas et les conditions où sont notamment permises, sans l'autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, une utilisation accessoire à une exploitation agricole ou une utilisation relative à l'agrotourisme ou relative à la transformation d'un produit agricole sur une ferme;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de règlement modifiant le Règlement sur l'autorisation d'aliénation ou d'utilisation d'un lot sans l'autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 4 mai 2022 avec avis qu'il pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement avec modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation :

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur l'autorisation d'aliénation ou d'utilisation d'un lot sans l'autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, annexé au présent décret, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

Règlement modifiant le Règlement sur l'autorisation d'aliénation ou d'utilisation d'un lot sans l'autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec

Loi sur la protection du territoire
et des activités agricoles
(chapitre P-41.1, a. 80)

1. L'article 2 du Règlement sur l'autorisation d'aliénation ou d'utilisation d'un lot sans l'autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (chapitre P-41.1, r. 1.1) est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 2°, de « d'une berge » par « d'un talus »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 3°, de « fossé » par « cours d'eau, d'un fossé ou d'un plan d'eau »;

3° par l'insertion, dans le paragraphe 4° et après « moins », de « d'un câble »;

4° dans le paragraphe 5° :

a) par l'insertion, après « installation », de « d'un câble »;

b) par la suppression de « de distribution de gaz naturel ».

2. L'article 4 de ce règlement est modifié par le remplacement de « d'une berge » par « d'un talus ».

3. L'article 5 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement de « fossé » par « cours d'eau, d'un fossé ou d'un plan d'eau »;

2° par l'insertion, après « parcours », de « ou, dans le cas d'un plan d'eau, les limites »;

3° par le remplacement de « en état » par « dans leur état antérieur ».

4. L'article 6 de ce règlement est modifié :

1° dans le premier alinéa :

a) par l'insertion, dans ce qui précède le paragraphe 1° et après « moins », de « d'un câble, »;

b) par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe 1°, de « souterraine » par « souterrain »;

c) par l'insertion, dans le paragraphe 1° et après « l'intérieur de l'emprise », de « du câble, »;

d) par l'insertion, dans le paragraphe 5° et après « supérieure », de « du câble, »;

e) par l'insertion, au début du paragraphe 6°, de « le câble, »;

f) par le remplacement, à la fin du paragraphe 6°, de « en état d'être cultivé » par « dans son état antérieur »;

2° dans le deuxième alinéa :

a) par l'insertion après « l'entretien », de « d'un câble aérien ou »;

b) par le remplacement, à la fin, de « à 3 du premier alinéa » par « et 3 du premier alinéa, et à la condition que le sol soit remis dans son état antérieur »;

3° par l'insertion, à la fin du troisième alinéa, de « , ou 18 mois si les travaux se terminent en hiver ».

5. L'article 7 de ce règlement est modifié :

1° dans le premier alinéa :

a) par l'insertion, après « L'installation », de « d'un câble, »;

b) par la suppression, partout où cela se trouve, de « de distribution de gaz naturel »;

c) par l'insertion, après « lorsque », de « le câble, »;

2° par la suppression, dans le deuxième alinéa, de « de distribution de gaz naturel ».

6. L'article 8 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 4°, de « en état d'être cultivé » par « dans son état antérieur »;

2° par l'insertion, à la fin du paragraphe 5°, de « , ou 18 mois si les travaux se terminent en hiver ».

7. L'article 9 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement de « de remplacement » par « de démantèlement, de remplacement, de réfection ou d'entretien »;

2° par le remplacement de « la structure » par « l'emprise ».

8. L'article 11 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 1°, de « acéricole ou à un centre équestre » par « agricole »;

2° par l'insertion, à la fin du paragraphe 2°, de « ou relative à la transformation d'un produit agricole sur une ferme ».

9. L'intitulé de la sous-section 1 de la section II du chapitre II de ce règlement est modifié par le remplacement de « acéricole ou à un centre équestre » par « agricole ».

10. L'article 13 de ce règlement est modifié :

1° par l'insertion, dans ce qui précède le paragraphe 1° et après « producteur », de « ou par une personne détenant un contingent émis sur ce lot par les Producteurs et productrices acéricoles du Québec »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 3°, de « 20 » par « 30 ».

11. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 13, du suivant :

« **13.1.** L'utilisation accessoire par un producteur d'une portion de son exploitation agricole pour fins de réceptions est permise aux conditions suivantes :

1° les réceptions mettent en valeur les produits de l'exploitation agricole et, à cette fin, le menu offert contient principalement des produits alimentaires issus de celle-ci;

2° les réceptions sont tenues au plus 20 fois dans une année financière du producteur, au plus une fois dans une même journée et ne doivent pas se tenir plus de trois journées consécutives;

3° le nombre maximal d'invités présents lors d'une réception est de 50;

4° la date de chacune des réceptions et le nombre d'invités qui y sont présents sont consignés dans un registre tenu par le producteur; ce registre doit être conservé pendant les deux années financières suivant celle où se sont tenues les réceptions et être rendu disponible sur demande de la commission pendant cette période;

5° les réceptions sont tenues à une distance d'au moins 300 m de tout bâtiment d'élevage qui n'est ni possédé, ni exploité par le producteur;

6° les réceptions sont tenues à une distance d'au moins 75 m de tout champ en culture qui n'est ni possédé, ni exploité par le producteur;

7° les réceptions ne requièrent l'utilisation d'aucun autre espace, bâtiment, véhicule ou équipement que ceux habituellement utilisés dans le cadre de l'exploitation agricole, à l'exception :

a) d'une installation temporaire protégeant des intempéries;

b) du mobilier nécessaire à la réception;

c) d'un espace de stationnement temporaire occupant une superficie maximale de 1 000 m²;

d) d'installations sanitaires temporaires;

8° la tenue des réceptions n'aura pas pour effet d'altérer le potentiel agricole du sol;

9° la tenue des réceptions n'aura pas pour effet d'assujettir l'installation d'une nouvelle unité d'élevage ou l'accroissement des activités d'une unité d'élevage existante à une norme de distance séparatrice relative aux odeurs.

En outre, la tenue d'un événement annuel comptant un maximum de 200 invités et ayant lieu sur une durée maximale de quatre jours consécutifs est permise aux conditions prévues aux paragraphes 1 et 4 à 9 du premier alinéa. ».

12. L'intitulé de la sous-section 2 de la section II du chapitre II de ce règlement est modifié par l'ajout, à la fin, de «ou relative à la transformation d'un produit agricole sur une ferme ».

13. L'article 14 de ce règlement est modifié :

1° par l'insertion, dans ce qui précède le paragraphe 1° et après « d'agrotourisme », de « ou relatives à la transformation d'un produit agricole »;

2° par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe 1°, de « son exploitation agricole » par « sa ferme »;

3° par la suppression, dans le paragraphe 1°, de « à la ferme »;

4° par le remplacement du paragraphe 3° par les suivants :

« 3° l'aménagement et l'utilisation d'un kiosque de vente de produits agricoles comptant au moins 25 % de produits provenant du producteur;

« 4° les visites guidées;

« 5° la transformation d'un produit agricole effectuée par une personne ou une société distincte du producteur;

« 6° la transformation de produits agricoles comptant au moins 25 % de produits provenant du producteur. ».

14. L'article 15 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant :

« 1° le repas met en valeur les produits de la ferme et, à cette fin, le menu offert contient principalement des produits alimentaires issus de celle-ci; »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 2°, de « un maximum » par « moins ».

15. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 16, du suivant :

« **16.1.** L'aménagement et l'utilisation d'un kiosque de vente de produits agricoles à la ferme est permis aux conditions suivantes :

1° au moins 25 % des produits offerts en vente au kiosque proviennent de la ferme du producteur;

2° les autres produits offerts en vente proviennent de producteurs québécois dont le lieu principal de production se situe dans la même région administrative ou à moins de 150 km du kiosque. ».

16. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 17, des suivants :

«17.1. La transformation d'un produit agricole à la ferme est permise, et ce, même lorsqu'elle est effectuée par une personne ou une société distincte du producteur, dans les cas suivants :

1^o dans le cas où le producteur est une entité formée d'une personne physique :

a) cette personne physique détient au moins 50 % des intérêts dans la personne morale effectuant la transformation;

b) cette personne physique est un associé détenant au moins 50 % des intérêts de la société effectuant la transformation;

2^o dans le cas où le producteur est une entité formée d'une personne morale :

a) une personne physique, détenant au moins 50 % des intérêts dans cette personne morale, effectue la transformation;

b) une ou plusieurs personnes ou sociétés, détenant au moins 50 % des intérêts dans cette personne morale, détiennent également 50 % des intérêts dans la personne morale effectuant la transformation;

c) une ou plusieurs personnes ou sociétés, détenant au moins 50 % des intérêts dans cette personne morale, sont également des associés détenant au moins 50 % des intérêts de la société effectuant la transformation;

3^o dans le cas où le producteur est une entité formée d'une société :

a) une personne physique, détenant au moins 50 % des intérêts de cette société, effectue la transformation;

b) un ou des associés, détenant au moins 50 % des intérêts de cette société, détiennent également au moins 50 % des intérêts de la personne morale effectuant la transformation;

c) un ou des associés, détenant au moins 50 % des intérêts de cette société, sont également des associés détenant au moins 50 % des intérêts de la société effectuant la transformation.

Pour l'application du présent article, on entend par «intérêts» soit les actions votantes en circulation, soit, pour une personne ou une société sans capital-actions, les parts des associés ou des membres.

«17.2. La transformation de produits agricoles provenant d'autres producteurs à la ferme est permise aux conditions suivantes :

1^o au moins 25 % des produits transformés proviennent de la ferme du producteur;

2^o les autres produits transformés proviennent de producteurs québécois dont le lieu principal de production se situe dans la même région administrative ou à moins de 150 km du lieu de transformation, dans la mesure où ces produits y sont disponibles;

3^o l'aire dédiée à la transformation a une superficie maximale de 300 m² et comprend le lieu de transformation, ainsi que toute autre construction connexe nécessaire à la transformation, mais exclut l'aire dédiée au transport des personnes et du matériel. ».

17. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

78128

Gouvernement du Québec

Décret 1445-2022, 3 août 2022

Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal
(chapitre B-3.1)

Bien-être et sécurité des animaux domestiques de compagnie et des équidés

CONCERNANT le Règlement sur le bien-être et la sécurité des animaux domestiques de compagnie et des équidés

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2^o de l'article 64 de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1) le gouvernement peut, par règlement, fixer les conditions et modalités pour exempter de l'application de cette loi ou de ses règlements une personne, une espèce, une sous-espèce ou une race d'animal, un type d'activités ou d'établissements ou une région géographique;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 3^o de cet article le gouvernement peut, par règlement, rendre obligatoire, pour les personnes qu'il détermine, l'application de dispositions de normes ou de codes de pratiques pour les soins aux animaux et prévoir les adaptations ainsi que les dispositions transitoires nécessaires à cette application;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 4^o de cet article le gouvernement peut, par règlement, déterminer les conditions auxquelles est assujéti l'exercice d'une activité impliquant un animal, restreindre cette activité ou l'interdire à des catégories de personnes qu'il détermine;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 5° de cet article le gouvernement peut, par règlement, déterminer les autres animaux à qui le propriétaire ou la personne ayant la garde de l'animal doit fournir la stimulation, la socialisation ou l'enrichissement environnemental qui conviennent à ses impératifs biologiques;

ATTENDU QU'en vertu des sous-paragraphe *a*, *b* et *e* du paragraphe 6° de cet article le gouvernement peut, par règlement, relativement aux permis et aux titulaires de permis visés au chapitre III de cette loi, déterminer des catégories de permis ainsi que les conditions et restrictions relatives à chaque catégorie, prescrire la forme d'une demande de permis ainsi que les documents que le demandeur doit fournir et établir les conditions et modalités de délivrance et de renouvellement d'un permis, ainsi que les droits exigibles pour une demande de permis;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 8° de cet article le gouvernement peut, par règlement, établir des normes applicables à l'organisation, à la tenue et au fonctionnement de tout lieu dans lequel une activité impliquant un animal est exercée ou pour lequel un permis est exigé;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 9° de cet article le gouvernement peut, par règlement, déterminer le nombre maximum d'animaux qui peuvent être gardés dans un lieu, notamment en fonction de leur espèce, leur sous-espèce ou de leur race, du type d'activités exercées par leur propriétaire ou la personne en ayant la garde, ou du type de lieux dans lesquels ils sont gardés, incluant entre autres les fourrières, les refuges et les lieux tenus par des personnes ou des organismes voués à la protection des animaux;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 10° de cet article le gouvernement peut, par règlement, déterminer le nombre maximum d'animaux qui peuvent être gardés par une même personne physique;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 11° de cet article le gouvernement peut, par règlement, déterminer les protocoles ou les registres que doit tenir un propriétaire ou une personne ayant la garde d'un animal, leur contenu minimal, les lieux où ceux-ci doivent être conservés, les rapports que le propriétaire ou la personne ayant la garde de l'animal doit faire au ministre, les renseignements que doivent contenir ces rapports et la fréquence à laquelle ils doivent être produits;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 12° de cet article le gouvernement peut, par règlement, déterminer des mesures de prévention visant les animaux, notamment la vaccination, la stérilisation, l'isolement ou la quarantaine et prévoir des méthodes, modalités ou conditions applicables à ces mesures;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 13° de cet article le gouvernement peut, par règlement, déterminer les normes relatives à l'euthanasie ou à l'abattage des animaux et, à cet égard, régir ou interdire certaines méthodes, modalités ou conditions;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 16° de cet article le gouvernement peut, par règlement, régir, restreindre ou interdire l'utilisation d'outils de dressage ou de tout dispositif de contention;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 17° de cet article le gouvernement peut, par règlement, régir, restreindre ou interdire certaines interventions chirurgicales esthétiques ou autres sur certaines catégories ou espèces d'animaux;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 20° de cet article le gouvernement peut, par règlement, prévoir toute autre mesure visant à assurer le bien-être ou la sécurité des animaux, lesquelles mesures peuvent varier en fonction notamment de leur espèce, leur sous-espèce ou de leur race, du type d'activités exercées par leur propriétaire ou la personne en ayant la garde ou du type de lieux dans lesquels ils sont gardés;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de règlement sur le bien-être et la sécurité des animaux domestiques de compagnie et des équidés a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 11 mai 2022 avec avis qu'il pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement avec modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation :

QUE le Règlement sur le bien-être et la sécurité des animaux domestiques de compagnie et des équidés, annexé au présent décret, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

Règlement sur le bien-être et la sécurité des animaux domestiques de compagnie et des équidés

Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal
(chapitre B-3.1, a. 64, par. 2 à 5, 6, sous-par. *a*, *b* et *e*,
par. 8 à 13, 16, 17 et 20)

1. Le présent règlement a principalement pour objet d'établir les normes relatives à la garde et aux soins des animaux domestiques de compagnie et des équidés, dans le but d'assurer leur bien-être et leur sécurité.

Dans le présent règlement, on entend par «animal domestique de compagnie» un chat ou un chien et leurs hybrides, ainsi qu'un animal de compagnie d'une des espèces suivantes et leurs hybrides : un lapin, un furet, un cochon d'Inde ou un cochon de compagnie.

PARTIE I

DISPOSITIONS CONCERNANT LA GARDE ET LES SOINS DES ANIMAUX DOMESTIQUES DE COMPAGNIE ET DES ÉQUIDÉS

2. Les dispositions de la présente partie s'appliquent au propriétaire ou à la personne ayant la garde de l'animal concerné.

Toutefois, est exempté de l'application d'une ou des dispositions de la présente partie :

1° le propriétaire ou le gardien d'un animal pour lequel un médecin vétérinaire a émis un avis spécifiant que son ou leur application est contre-indiquée, compte tenu de l'état de santé de cet animal ou dans le contexte d'une intervention vétérinaire planifiée;

2° la personne agissant dans le cadre d'activités de médecine vétérinaire, sauf en ce qui concerne les exigences prévues à l'article 16.

CHAPITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ANIMAUX DOMESTIQUES DE COMPAGNIE

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE GARDE ET DE SOINS

3. Outre ce que prévoient les dispositions de l'article 5 de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1), le lieu de garde et les équipements servant à la garde et aux soins des animaux doivent également :

1° être faits de matériaux durables, non toxiques, solides et stables;

2° être exempts de moisissure;

3° être adaptés aux impératifs biologiques de l'animal;

4° être en bon état, exempts de saillies, d'arêtes coupantes ou d'autres sources de blessure;

5° permettre à l'animal d'avoir accès en permanence à une aire sèche, propre, confortable, de dimension suffisante et dont le plancher est plein pour lui permettre de s'y allonger sur le côté, les membres en pleine extension; cette aire doit être à l'abri d'éléments pouvant causer un stress à l'animal ou nuire à sa santé, tels que les rayons directs du soleil, les courants d'air ou le bruit excessifs;

6° lorsque le lieu comprend un parc d'exercice, celui-ci doit être suffisamment grand pour que l'animal puisse y courir aisément;

7° prévenir l'évasion de l'animal qui y est gardé;

8° empêcher l'intrusion de tout autre animal susceptible de nuire à l'animal qui y est gardé.

De plus, excepté dans le cas d'une maison d'habitation, les planchers et la portion inférieure des murs du bâtiment qui sont susceptibles d'entrer en contact avec l'animal doivent :

1° être exempts de trous, sauf ceux destinés à l'élimination de l'urine ou des eaux de nettoyage;

2° permettre l'évacuation ou l'absorption rapide et complète des liquides.

4. Dans le cadre d'activités commerciales impliquant des animaux, telles que les activités de reproduction, d'élevage ou de chiens de traîneaux, les animaleries et les pensions, ou dans un lieu où sont recueillis des animaux domestiques de compagnie en vue de les transférer vers un nouveau lieu de garde, de les euthanasier ou de les faire euthanasier par un tiers, le propriétaire ou le gardien d'un animal doit respecter les exigences suivantes, qui s'ajoutent à celles prévues à l'article 3 :

1° le lieu de garde et les équipements doivent être faciles à nettoyer et à désinfecter;

2° le plancher et la portion inférieure des murs du bâtiment, des enclos intérieurs et des cages qui sont susceptibles d'entrer en contact avec l'animal doivent être faits de matériaux non poreux.

5. L'eau et la nourriture auxquelles l'animal a accès doivent être saines, fraîches et exemptes de contaminant.

6. Le lieu de garde, les équipements ainsi que l'environnement immédiat de l'animal doivent être propres et exempts de déchet, de produit, d'objet ou de matière susceptible de nuire à la santé, la sécurité ou au bien-être de l'animal.

Les fèces, l'urine et la matière souillée doivent être enlevées régulièrement des aires intérieures et extérieures, de façon à éviter leur accumulation, l'apparition de mauvaises odeurs ou la souillure des animaux.

7. Le nettoyage et la désinfection du lieu de garde et des équipements doivent être exécutés assez fréquemment afin de limiter le risque pour la santé ou le bien-être des animaux. De plus, la méthode de désinfection doit :

1° être précédée d'un nettoyage qui comprend le retrait de toute matière organique;

2° n'inclure que des produits chimiques ou de nettoyage et de désinfection adaptés aux conditions environnementales présentes et aux agents infectieux présentant un risque pour les animaux; ces produits doivent être utilisés de manière sécuritaire et conformément aux directives du fabricant.

8. Le contrôle des rongeurs nuisibles, des insectes ou d'autre vermine doit être effectué dès que leur présence est détectée au lieu de garde.

9. Un animal gardé principalement à l'attache ou confiné dans une cage, un enclos, un parc ou tout autre endroit restreint doit avoir accès, dans son lieu de confinement, à une source d'enrichissement environnemental quotidiennement.

Dans le présent règlement, on entend par «source d'enrichissement environnemental» le fait d'offrir un environnement varié adapté aux impératifs biologiques de l'animal, permettant notamment de combler ses besoins d'explorer, de faire des choix ou de se distraire, par exemple en lui offrant des jouets variés, des objets à gruger, différentes aires de repos ou des occasions de sentir et d'explorer son environnement.

10. Il est interdit d'héberger à l'extérieur un animal dont la morphologie, le pelage, l'âge, l'état de santé ou le degré d'adaptation au froid ou à la chaleur ne lui procurent pas la protection suffisante contre les conditions climatiques auxquelles il est exposé.

Dans le cas où le degré d'adaptation au froid ou à la chaleur d'un animal est inconnu, une période d'acclimatation graduelle à son hébergement à l'extérieur doit être prévue.

11. Dans le lieu où l'animal est hébergé, qu'il soit intérieur ou extérieur, lorsque la température est inférieure à 10 °C, l'animal doit avoir accès à un abri adapté dont la taille lui permet de se retourner et de maintenir sa température corporelle, tel une niche, et dont le plancher est recouvert d'une matière isolante propre et sèche, notamment faite de paille ou de copeaux de bois non traités.

De plus, un animal gardé principalement à l'extérieur doit avoir accès en tout temps à une niche, ou un abri en tenant lieu, conforme aux exigences suivantes, qui s'ajoutent à celles prévues à l'article 3 :

1° elle est faite de matériaux résistants à la corrosion;

2° son toit et ses murs sont étanches, son plancher est surélevé et son entrée est accessible en tout temps;

3° sa construction et son aménagement permettent à l'animal de se protéger des intempéries;

4° son plancher est plat, propre et sec.

L'intérieur de la niche ou de l'abri en tenant lieu ne constitue pas une aire visée au paragraphe 5 de l'article 3.

12. L'intérieur du lieu de garde doit être aéré de façon à prévenir la concentration de contaminants. Le taux d'ammoniac doit y être en-deçà de 25 parties par million (ppm).

13. La température et le taux d'humidité à l'intérieur du lieu de garde doivent être maintenus à un niveau répondant aux impératifs biologiques de l'animal qui s'y trouve. Le taux d'humidité doit se situer entre 30 % et 70 %.

L'animal, autre que celui ayant des impératifs biologiques particuliers, ne doit pas être laissé dans un lieu clos, y compris un véhicule, ou dans un équipement clos sans avoir un moyen efficace de se soustraire de la chaleur lorsque la température à l'intérieur de ce lieu ou de cet équipement excède 27 °C pour les chats, les chiens, les lapins, les cochons d'Inde et les cochons de compagnie ou 29 °C pour les furets. L'ouverture des fenêtres du véhicule n'est pas considérée comme un moyen efficace de se soustraire de la chaleur.

14. L'animal doit être toiletté et avoir les griffes, les onglons ou les dents maintenus d'une longueur et d'une forme adéquates de façon à empêcher l'apparition de maladies et à éviter que l'animal ait de la difficulté à s'alimenter, ressente de l'inconfort, subisse des blessures ou ait une mauvaise posture ou démarche.

15. Doivent être gardés séparément :

1^o les animaux incompatibles notamment en raison de leur espèce, de leur comportement, de leur agressivité ou de tout autre facteur;

2^o sauf si l'intention est de faire reproduire l'animal, la femelle en chaleur et le mâle non castré en âge de se reproduire.

16. Sauf dans le cas d'une indication médicale thérapeutique recommandée par un médecin vétérinaire, il est interdit de pratiquer ou de faire pratiquer l'une des chirurgies suivantes :

1^o la caudectomie;

2^o la dévocalisation;

3^o l'essorillement, sauf dans le cadre d'un programme de type « Capture-stérilisation-retour-maintien » (CSR) pour les chats errants mis sur pied par une municipalité, une clinique vétérinaire ou un organisme de protection des animaux;

4^o l'onxyxectomie, la ténectomie digitale, la ténotomie digitale ou toute autre procédure chirurgicale visant à empêcher l'usage normal des griffes.

17. L'euthanasie d'un animal doit :

1^o se faire à l'écart des autres animaux;

2^o être réalisée par un médecin vétérinaire ou sous sa supervision lorsque le propriétaire ou le gardien de l'animal est titulaire d'un permis délivré par le ministre en vertu de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1).

L'euthanasie par inhalation est interdite.

18. Le cadavre d'un animal doit être retiré, sans délai, de l'environnement immédiat des autres animaux, de façon à éviter les contacts physiques, visuels ou olfactifs entre ceux-ci et le cadavre.

SECTION II

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ÉQUIPEMENTS DE CONFINEMENT OU DE CONTENTION

§1. Dispositions particulières concernant l'équipement de confinement

19. L'équipement de confinement doit :

1^o être suffisamment aéré;

2^o comporter une paroi latérale disposant d'une ouverture suffisamment grande pour permettre à l'animal de voir facilement à l'extérieur et d'y être facilement vu;

3^o comporter un plancher plat disposant d'une pente n'excédant pas 4 %, non glissant, suffisamment rigide pour que l'animal puisse s'y tenir debout sans le faire fléchir et conçu de façon à ce que l'animal ne puisse y passer ou s'y coincer.

20. Sauf lorsqu'il est utilisé pour le transport, l'équipement de confinement doit être de dimension suffisante pour que l'animal puisse se tenir debout et s'asseoir dans une position normale, se retourner facilement et s'allonger sur le côté, les membres en pleine extension. De plus, lorsque cet équipement est utilisé plus de 10 heures par jour, l'animal doit pouvoir se mettre dans les positions mentionnées au présent alinéa sans qu'une partie de son corps touche aux côtés ou au plafond de l'équipement.

Dans le cas d'un équipement de confinement utilisé pour garder un lapin, celui-ci doit, en outre, mesurer au moins trois fois sa longueur.

21. Les équipements de confinement doivent être disposés de façon à ne pas se souiller entre eux.

§2. Dispositions particulières concernant l'équipement de contention

22. Le propriétaire ou le gardien doit avoir pris les moyens nécessaires afin d'éviter que l'équipement utilisé pour attacher l'animal à son lieu de garde, tel une chaîne ou une corde, ne se coince ou raccourcisse, notamment en installant des pivots.

De plus, cet équipement doit être conforme aux exigences suivantes :

1^o il ne crée pas d'inconfort pour l'animal, lui permet en tout temps d'avoir une posture normale, de lever facilement la tête et de se lever sur les pattes arrières;

2^o il permet à l'animal de se mouvoir sans danger ni contrainte dans les limites de sa longueur;

3^o lorsqu'il est utilisé pour une période de plus de 30 minutes, il doit en outremesurer au moins trois mètres de long ou cinq fois la longueur de l'animal, selon le plus court des deux.

23. Il est interdit d'attacher un animal avec une corde, une chaîne ou une laisse enroulée autour de son cou sans collier.

24. Le collier, le harnais, le licou ou tout autre équipement de contention d'un animal ne doit pas gêner sa respiration ni lui occasionner de la douleur ou des blessures.

25. Le port d'un collier comportant des pointes saillantes pointues ou tranchantes tournées vers l'intérieur tel qu'un collier à pic ou à pointes est interdit. Le port d'un collier étrangleur ou d'une muselière est également interdit lorsque l'animal n'est pas surveillé ou lors de la garde à l'attache.

SECTION III DISPOSITIONS PARTICULIÈRES DE GARDE ET DE SOINS APPLICABLES AUX CHATS ET AUX CHIENS

26. Un chat gardé principalement à l'intérieur doit avoir accès à un bac à litière :

1° qui contient du substrat en quantité suffisante permettant d'enterrer ses déjections et d'empêcher l'apparition de mauvaises odeurs excessives;

2° adapté afin que le chat puisse y exécuter ses comportements d'élimination normaux tels que gratter, creuser, s'accroupir, se retourner, enterrer et couvrir;

3° d'une hauteur permettant au chat d'y entrer et d'en sortir facilement et bien adaptée à ses impératifs biologiques.

27. Sauf durant le transport, un chat doit avoir accès en tout temps à une surface pour se faire les griffes ou gratter et à une cachette. L'exigence relative à la surface pour se faire les griffes ou gratter ne s'applique pas à une animalerie, à une pension, à un salon de toilettage ou à un lieu où sont recueillis des animaux en vue de les transférer vers un nouveau lieu de garde, de les euthanasier ou de les faire euthanasier par un tiers, si l'animal y est gardé moins de deux mois.

28. Un chat gardé dans un équipement de confinement doit pouvoir en sortir pour une durée minimale d'une heure par jour afin de se mouvoir et de sauter librement, sauf s'il s'agit d'un chaton de quatre semaines ou moins et de sa mère. Cette exigence ne s'applique pas à une animalerie, à une pension, à un salon de toilettage ou à un lieu où sont recueillis des animaux en vue de les transférer vers un nouveau lieu de garde, de les euthanasier ou de les faire euthanasier par un tiers, si l'animal y est gardé moins de deux mois.

29. Un chien gardé à l'attache ou confiné dans une cage, un enclos ou tout autre endroit restreint doit faire de l'exercice pour une durée minimale d'une heure par jour dans un lieu distinct de son lieu de garde principal,

sauf s'il s'agit d'un chiot de quatre semaines ou moins et de sa mère, ou d'un chien déclaré potentiellement dangereux ou en processus d'évaluation pour l'être en vertu du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (P-38.002, r. 1) et gardé temporairement dans un lieu où sont recueillis des chiens en vue de les transférer vers un nouveau lieu de garde, de les euthanasier ou de les faire euthanasier par un tiers. Cet exercice peut entre autres prendre la forme d'une marche en laisse, d'un accès libre dans un bâtiment ou d'un accès libre à un parc d'exercice.

30. Un chien âgé de plus de 12 semaines doit avoir des contacts quotidiens directs, actifs et positifs avec l'humain, d'une durée minimale de 30 minutes, seul ou simultanément avec quelques autres animaux, à l'extérieur de son lieu de confinement si le propriétaire ou le gardien ne peut physiquement y pénétrer, sauf s'il s'agit d'un chien déclaré dangereux ou en processus d'évaluation pour l'être en vertu du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (P-38.002, r. 1) et gardé temporairement dans un lieu où sont recueillis des chiens en vue de les transférer vers un nouveau lieu de garde, de les euthanasier ou de les faire euthanasier par un tiers.

Un chiot ou un chaton âgé de trois à 12 semaines doit avoir des contacts directs, actifs et positifs avec l'humain, d'une durée minimale de 20 minutes, seul ou simultanément avec quelques autres animaux, deux fois par jour.

Ne peuvent être comptabilisés aux fins de l'application des premier et deuxième alinéas le temps d'entretien des équipements et des lieux ainsi que le temps requis pour l'alimentation. Les contacts prescrits au présent article peuvent toutefois être comptabilisés aux fins de l'application des articles 28 et 29.

31. L'accouplement entre un parent et son petit et entre frère et sœur est interdit. Est également interdit l'accouplement entre deux animaux incompatibles, notamment en raison de leur taille respective.

32. L'âge minimal lors du premier accouplement est de :

1° 18 mois ou à partir du deuxième cycle œstral, selon le premier atteint, pour une chienne;

2° neuf mois pour une chatte.

33. Le maximum de portées qu'une femelle peut avoir est limité à :

1° trois portées par période de deux ans pour une chienne, dont un maximum de deux sont le résultat de cycles œstraux consécutifs;

2° deux portées par année pour une chatte.

Avant d'être réaccouplée, la femelle doit avoir retrouvé son état de chair optimal.

34. Lorsque le propriétaire ou le gardien souhaite accoupler deux animaux, ceux-ci doivent être isolés des autres animaux présents, le cas échéant, et une supervision doit être effectuée. Ces animaux doivent être séparés physiquement après l'accouplement ou lorsque la supervision cesse, vérifiés pour la présence de blessures et traités si nécessaire.

35. Au plus tard une semaine avant la date prévue de la mise bas, la femelle doit être séparée des autres animaux dans une aire calme et propice à la mise bas où elle pourra accéder librement à ses petits. La portion du plancher accessible aux petits dans cette aire doit être pleine. La garde séparée doit être maintenue pendant les quatre semaines suivant la mise bas.

36. Les petits ne peuvent être séparés de leur mère avant d'avoir atteint l'âge de huit semaines, mais celle-ci doit pouvoir s'en isoler au besoin.

37. Le propriétaire ou le gardien de cinq chats ou de cinq chiens et plus doit, lorsque l'animal présente des signes de maladie contagieuse, l'isoler des animaux sains de façon à empêcher la contagion.

L'animal dont le statut sanitaire est inconnu doit, pour sa part, être mis en quarantaine.

L'équipement utilisé pendant l'isolement ou la mise en quarantaine doit être nettoyé et désinfecté quotidiennement.

SECTION IV DISPOSITIONS PARTICULIÈRES DE GARDE ET DE SOINS APPLICABLES AUX LAPINS, AUX FURETS, AUX COCHONS D'INDE ET AUX COCHONS DE COMPAGNIE

38. Un lapin, un furet, un cochon d'Inde ou un cochon de compagnie doit avoir accès en permanence à de l'eau fraîche.

39. Il est interdit de nourrir un cochon de compagnie avec de la viande ou des sous-produits de viande, des aliments soupçonnés de contenir de la viande ou des sous-produits de viande, ou de lui permettre d'avoir accès à ceux-ci.

40. Un lapin ou un cochon d'Inde doit avoir accès en permanence à du fourrage et à au moins un objet à ronger.

41. Sur fond plein, une cage, un enclos ou le lieu de garde principal abritant un cochon d'Inde, un lapin ou un furet doit contenir en quantité suffisante un substrat servant de litière propre adapté à l'espèce, non irritant pour la peau et les voies respiratoires ou, pour un lapin ou un furet, un bac à litière rempli de substrat adéquat.

42. Le lieu de garde principal d'un cochon d'Inde, d'un lapin ou d'un furet doit contenir des cachettes qui :

1° sont en nombre suffisant compte tenu du nombre d'animaux hébergés et permettent aux animaux qui s'y trouvent de se cacher simultanément;

2° sont aménagées de manière à ce que les animaux ne puissent y rester coincés et à demeurer accessibles.

43. Le propriétaire ou le gardien d'un lapin, d'un furet, d'un cochon d'Inde ou d'un cochon de compagnie doit lui fournir la stimulation, la socialisation et l'enrichissement environnemental qui conviennent à ses impératifs biologiques.

44. Un lapin, un furet ou un cochon d'Inde gardé confiné dans une cage doit être sorti de celle-ci au moins cinq fois par semaine, à différentes journées de la semaine, pour une durée minimale de 30 minutes, afin de se mouvoir librement.

Les exigences prévues au premier alinéa ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

1° la cage possède une aire d'exercice sans cloisons d'un minimum de trois mètres de longueur par deux mètres de largeur;

2° l'animal est gardé moins de deux mois dans une animalerie, une pension ou un lieu où sont recueillis des animaux en vue de les transférer vers un nouveau lieu de garde, de les euthanasier ou de les faire euthanasier par un tiers.

45. Une furette non destinée à la reproduction doit être stérilisée avant l'âge de 8 mois.

46. Une femelle lapin, furet, cochon d'Inde ou cochon de compagnie gestante ou ayant mis bas doit avoir accès en permanence à un substrat approprié pour la nidification et, dans le cas d'une lapine ou d'une furette, à une boîte à nid.

47. Une femelle lapin, furet, cochon d'Inde ou cochon de compagnie gestante doit être séparée des mâles non castrés au plus tard la veille de la date prévue de la mise bas, et ce, minimalement jusqu'à l'âge de sevrage des petits, c'est-à-dire :

- 1° quatre semaines pour un lapin;
- 2° six semaines pour un furet;
- 3° deux semaines pour un cochon d'Inde;
- 4° huit semaines pour un cochon de compagnie.

De plus, pendant cette période, les petits ne doivent pas être séparés de leur mère, mais celle-ci doit pouvoir s'en isoler au besoin.

SECTION V

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES DE GARDE ET DE SOINS APPLICABLES DANS UNE ANIMALERIE OU DANS LE CADRE D'ACTIVITÉS COMMERCIALES DE REPRODUCTION OU D'ÉLEVAGE DE CHATS, DE CHIENS, DE LAPINS, DE FURETS, DE COCHONS D'INDE ET DE COCHONS DE COMPAGNIE

48. Dans le cadre d'activités commerciales de reproduction ou d'élevage de chats ou de chiens, le nombre maximum d'animaux de ces espèces âgés de plus de six mois pouvant être détenus dans un même lieu ou par un même propriétaire ou gardien est de 50.

49. L'exploitant d'un lieu où s'exercent des activités commerciales de reproduction ou d'élevage doit faire passer une consultation vétérinaire à tout chat ou chien détenu avant de le faire accoupler pour la première fois.

De plus, dès l'atteinte de l'âge de sept ans, une consultation vétérinaire annuelle est requise si cet animal continue d'être reproduit.

Lors la consultation mentionnée aux premier et deuxième alinéas, si le médecin vétérinaire émet une recommandation selon laquelle l'animal ne doit pas être reproduit en raison d'un problème de santé ou de comportement, notamment l'agressivité, la peur excessive ou une anxiété élevée, cet animal doit être stérilisé à l'âge recommandé par celui-ci.

50. Il est interdit, sauf si l'acheteur en est préalablement avisé par écrit et qu'il signifie par écrit son acceptation, de vendre ou de permettre que soit vendu un animal domestique de compagnie :

1° dont l'imprégnation est inexistante ou insuffisante ou dont la socialisation est inexistante;

2° qui n'est pas capable de se nourrir et de s'abreuver par lui-même;

3° qui présente des signes évidents de maladie, de blessure ou de malformations congénitales limitantes.

Pour l'application du paragraphe 1 du premier alinéa, on entend par « imprégnation » l'apprentissage en début de vie d'un animal l'amenant à reconnaître les caractéristiques distinctives de son espèce.

51. Il est interdit de donner, de vendre ou de permettre que soit donné ou vendu un animal de compagnie à une personne âgée de moins de 16 ans, sauf si elle est accompagnée du titulaire de l'autorité parentale.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉQUIDÉS

52. Tout propriétaire ou gardien d'un équidé doit se conformer aux règles généralement reconnues que représentent les exigences contenues dans le « Code de pratiques pour le soin et la manipulation des équidés », publié par le Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage, à l'exception de celles relatives à la tenue de registres et aux reçus des traitements administrés, de celles relatives à la mise en place d'un programme anti-parasitaire et de celles relatives à l'élaboration d'un plan écrit de biosécurité et de gestion des maladies.

Ce code est toutefois adapté en y ajoutant l'exigence voulant que, dans le lieu de confinement d'un équidé, le substrat servant de litière doit être en quantité suffisante pour absorber l'urine et encourager l'animal à se coucher.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX LIEUX OÙ SONT RECUEILLIS DES ANIMAUX DOMESTIQUES DE COMPAGNIE ET DES ÉQUIDÉS EN VUE DE LES TRANSFÉRER VERS UN NOUVEAU LIEU DE GARDE, DE LES EUTHANASIER OU DE LES FAIRE EUTHANASIER PAR UN TIERS

53. L'animal qui présente des signes de maladie contagieuse doit être isolé ou, lorsque son statut sanitaire est inconnu, mis en quarantaine. Cette mise à l'écart doit être faite :

1° dans un local fermé spécifiquement réservé à cette fin, dans le cas d'un animal domestique de compagnie;

2° dans une installation spécifiquement réservée à cette fin, dans le cas des équidés.

Le local réservé à l'isolement des animaux domestiques de compagnie doit être distinct du local réservé à leur mise en quarantaine.

54. L'équipement utilisé pour garder et soigner un animal isolé ou mis en quarantaine doit être disposé de façon à empêcher les contacts directs entre les animaux et qu'ils se contaminent. Il doit être nettoyé et désinfecté avant d'être utilisé pour un nouvel animal et chaque jour en présence d'un animal malade ou parasité.

55. La circulation des personnes entre l'emplacement de mise en isolement ou de mise en quarantaine et les autres emplacements du lieu de garde doit être contrôlée de façon à éviter la propagation de maladies ou de parasites.

CHAPITRE IV DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT OU DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE

56. Les dispositions de la présente partie ne s'appliquent pas dans le cas d'activités d'enseignement ou de recherche scientifique pratiquées selon les règles généralement reconnues que représentent les lignes directrices applicables et publiées par le Conseil canadien de protection des animaux.

57. Pour l'application du présent chapitre, est assimilé à un animal domestique de compagnie, même s'il ne vit pas auprès de l'humain, notamment dans son foyer, en tant que compagnon et pour des fins d'agrément, un chat, un chien, un lapin, un furet, un cochon d'Inde, un cochon de compagnie ou un de leurs hybrides, utilisé dans des activités d'enseignement ou de recherche scientifique.

PARTIE II DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

CHAPITRE I PERMIS

SECTION I CATÉGORIES DE PERMIS

58. Le permis de propriétaire ou gardien de 15 chats ou chiens et plus, visé à l'article 16 de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1), comporte les catégories suivantes :

- 1° propriétaire ou gardien de 15 à 49 chats ou chiens;
- 2° propriétaire ou gardien de 50 chats ou chiens et plus.

SECTION II EXEMPTIONS

59. Est exempté de l'obligation d'être titulaire d'un permis visé à l'article 16 de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1) :

- 1° le médecin vétérinaire, dans l'exercice de ses fonctions;
- 2° l'exploitant d'une entreprise de transport, pour la durée du transport;
- 3° le propriétaire ou le gardien qui détient le certificat de Bonnes pratiques animales émis par le Conseil canadien de protection des animaux;
- 4° la personne qui a la garde temporaire d'animaux à l'occasion d'une exposition ou d'une compétition animale.

SECTION III DÉLIVRANCE ET RENOUVELLEMENT

60. Le propriétaire ou le gardien qui demande la délivrance ou le renouvellement d'un permis doit fournir au ministre, sur le formulaire fourni à cette fin, les renseignements et les documents suivants :

- 1° ses nom, adresse et coordonnées et, dans le cas d'une personne morale, d'une société de personnes ou d'une association non personnalisée, de l'administrateur ou de l'associé dûment mandaté pour présenter la demande;
- 2° le cas échéant, le numéro d'entreprise qui lui a été attribué en application de la Loi sur la publicité légale des entreprises (chapitre P-44.1);
- 3° l'adresse de chaque lieu où est gardé un animal;
- 4° la catégorie de permis demandé;
- 5° la description des activités impliquant des animaux qui sont exercées dans chaque lieu;
- 6° le nombre de personnes affectées et le temps alloué, par jour et par lieu de garde, aux soins des animaux;

7° dans le cas d'un permis visé à l'article 16 de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1), le nombre de chats ou de chiens, par espèce et par lieu de garde, dont le demandeur est propriétaire ou gardien; toutefois, les chatons et les chiots de moins de 6 mois nés de femelles gardées dans un même lieu sont exclus de ce nombre;

8° dans le cas d'un permis visé à l'article 19 de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1), une estimation du nombre maximal d'animaux visés par ce permis qui pourraient être gardés au lieu de garde;

9° une déclaration du demandeur selon laquelle il n'a pas été déclaré coupable, dans les cinq ans précédant la demande, d'une infraction criminelle ou pénale relative à la façon de traiter les animaux ou à la possession illégale d'animaux, ou une preuve de réhabilitation ou de pardon.

Toute demande de permis doit être accompagnée d'une attestation de la véracité des renseignements et des documents fournis en vertu du premier alinéa et être signée par la personne qui présente la demande.

61. Une demande de délivrance ou de renouvellement d'un permis n'est réputée reçue que si elle contient tous les renseignements et les documents requis et est accompagnée des frais et des droits exigibles en vertu de l'article 64.

62. Le titulaire d'un permis doit aviser le ministre par écrit de tout changement concernant l'un des renseignements ou des documents exigés en vertu de l'article 60, à l'exception des renseignements visés aux paragraphes 6 à 8 du premier alinéa de cet article, dans les 15 jours suivant ce changement.

63. Un permis est renouvelé aux conditions suivantes :

1° le demandeur a transmis au ministre les renseignements et les documents exigés en vertu de l'article 60;

2° les frais et les droits exigibles en vertu de l'article 64 ont été payés au ministre des Finances.

SECTION IV FRAIS ET DROITS

64. Les frais d'ouverture de dossier sont fixés à 129 \$ pour chaque demande de délivrance de permis.

Les droits exigibles pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis sont fixés à :

1° 121 \$ pour le permis de catégorie « propriétaire ou gardien de 15 à 49 chats ou chiens » prévu au paragraphe 1 de l'article 58;

2° 272 \$ pour le permis de catégorie « gardien de 50 chats ou chiens et plus » prévu au paragraphe 2 de l'article 58;

3° 272 \$ pour le permis d'exploitation d'un lieu où sont recueillis des chats, des chiens ou des équidés visé à l'article 19 de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1); ces droits sont réduits à 121 \$ lorsque le requérant est une personne morale sans but lucratif.

Les frais et les droits exigibles sont non remboursables.

65. Les frais et les droits exigibles sont indexés au 1^{er} avril de chaque année, selon le taux correspondant à la variation annuelle de l'indice moyen d'ensemble, pour le Québec, des prix à la consommation sans les boissons alcoolisées, les produits du tabac et le cannabis récréatif pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre de l'année précédente.

Le résultat de l'indexation est diminué au dollar le plus près s'il comprend une fraction de dollar inférieure à 0,50 \$; il est augmenté au dollar le plus près s'il comprend une fraction de dollar égale ou supérieure à 0,50 \$. L'application de cette règle d'arrondissement ne peut avoir pour effet de diminuer les frais ou les droits à un montant inférieur à celui qui était prévu avant leur indexation.

Lorsque le résultat de l'indexation ne peut être arrondi au dollar supérieur le plus près, les montants des indexations annuelles sont reportés et cumulés jusqu'à ce que les frais ou les droits exigibles comportent une décimale de 0,50 \$ ou plus.

Le ministre publie le résultat de l'indexation faite en vertu du présent article à la Partie 1 de la *Gazette officielle du Québec* et, s'il le juge approprié, par tout autre moyen.

CHAPITRE II REGISTRE

66. L'exploitant d'une animalerie, le propriétaire ou le gardien d'un chat ou d'un chien dans le cadre d'activités commerciales de reproduction ou d'élevage ainsi que le titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1) doivent, pour chaque chat, chien ou équidé dont ils sont propriétaires ou gardiens, inscrire sans délai dans un registre les renseignements suivants :

1° la description de l'animal, incluant son espèce, sa race ou son croisement, sa couleur, son sexe, ainsi que sa date de naissance ou, si cette date est inconnue, une date probable de naissance;

2° une mention concernant le fait que l'animal est stérilisé ou non;

3° si l'animal est marqué de façon permanente, son code d'identification et le numéro de la médaille d'enregistrement de la municipalité le cas échéant ou, s'il n'est pas marqué de façon permanente, un signe distinctif unique;

4° si l'animal n'est pas né chez son propriétaire ou chez la personne qui en a la garde, la raison et la date de son arrivée ainsi que le nom et les coordonnées du propriétaire ou du gardien précédent, de même que le numéro de tout permis en vigueur délivré à ce dernier par le ministre en vertu de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1);

5° dans le cas d'une femelle, pour chaque mise bas, l'identification du mâle avec lequel elle est accouplée, les dates de mise bas ainsi que le nombre de petits, vivants ou morts, de chacune de ses portées;

6° l'identification des parents des animaux nés sur place;

7° dans le cas d'un chat ou d'un chien visé par l'article 49, la date des consultations vétérinaires;

8° la date de la mort de l'animal ou celle de son départ définitif ainsi que le nom et les coordonnées du nouveau propriétaire ou du nouveau gardien, le cas échéant, de même que le numéro de tout permis délivré à ce dernier par le ministre en vertu de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1).

67. En plus des renseignements mentionnés à l'article 66, le registre tenu par le titulaire d'un permis visé à l'article 19 de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1) doit également comporter une compilation annuelle détaillant les renseignements suivants :

1° le nombre d'animaux recueillis, par espèce et par raison de leur admission;

2° le nombre d'animaux qui ont été retournés à leur propriétaire;

3° le nombre d'animaux adoptés ou transférés;

4° parmi les animaux retournés, adoptés ou transférés, le nombre d'animaux qui, pendant la période qu'il en avait la garde, ont été respectivement vaccinés, vermifugés, marqués de façon permanente d'un identifiant ainsi que le nombre de mâles et de femelles qui ont été stérilisés;

5° le nombre d'animaux morts, répartis par cause probable;

6° le nombre d'animaux euthanasiés et les motifs d'euthanasie;

7° la durée moyenne approximative, en nombre de jours, des séjours, répartis par espèce.

68. Le registre doit être conservé pendant toute la durée de la propriété ou de la garde de l'animal ainsi que pendant les 24 mois suivant la fin de cette période. Le registre doit être disponible en tout temps sur les lieux où est gardé l'animal à des fins de consultation par le ministre ou un inspecteur dûment nommé par celui-ci.

PARTIE III **DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**

69. Les demandes pendantes de délivrance ou de renouvellement des permis faites en vertu d'un permis visés aux articles 16 et 19 de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1) sont régies par les dispositions du présent règlement.

Une demande de renouvellement de ces permis est toutefois régie comme s'il s'agissait d'une demande de délivrance, sauf pour le paiement des frais d'ouverture de dossier.

70. Malgré l'article 48 du présent règlement, la personne qui, avant le 25 août 2022, exerce des activités commerciales de reproduction ou d'élevage de chats ou de chiens et est titulaire d'un permis de propriétaire ou gardien de 50 chats ou chiens et plus visé à l'article 1.2 du Règlement sur la sécurité et le bien-être des chats et des chiens (chapitre P-42, r. 10.1) ou dont la demande de renouvellement de ce permis est pendante peut continuer à détenir plus de 50 animaux de ces espèces, et ce, tant que le ministre ne suspend, n'annule ou ne refuse de renouveler ce permis. Toutefois, le nombre maximal d'animaux qui peuvent être détenus par cette personne est le nombre qu'elle détient le 25 août 2022.

71. Malgré l'article 49 du présent règlement, l'exploitant qui, le 10 février 2024, détient un chat ou un chien qui a déjà été accouplé doit lui faire passer une consultation vétérinaire avant le prochain accouplement. Toutefois, si cet exploitant détient, le 10 février 2024, plus de 15 chats ou chiens, il n'a pas à réaliser l'ensemble des consultations vétérinaires exigées à ce moment. Cependant, tous les animaux détenus par l'exploitant et destinés à la reproduction doivent avoir fait l'objet d'une consultation vétérinaire au plus tard le 10 août 2024.

72. Le présent règlement remplace le Règlement sur la sécurité et le bien-être des chats et des chiens (chapitre P-42, r. 10.1).

73. Le présent règlement entre en vigueur le 10 février 2024, à l'exception des articles 48 et 70 du présent règlement, lesquels entrent en vigueur le 25 août 2022.

78129

A.M., 2022

Arrêté numéro 2022-004 du ministre de l'Éducation en date du 26 juillet 2022

Loi sur l'instruction publique
(chapitre I-13.3)

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement déterminant certaines conditions de travail des cadres des centres de services scolaires et du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal

LE MINISTRE L'ÉDUCATION,

VU l'article 451 de la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-13.3);

VU l'édition du Règlement déterminant certaines conditions de travail des cadres des centres de services scolaires et du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal, par l'arrêté ministériel du 10 mai 2012 approuvé par le Conseil du trésor le 8 mai 2012 (C.T. 211408), et ses modifications;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de modifier le règlement actuel et d'édicter le règlement ci-annexé;

VU l'autorisation obtenue du Conseil du trésor conformément à l'article 451 de la Loi sur l'instruction publique;

VU l'inapplicabilité de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) à un tel règlement;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Le Règlement modifiant le Règlement déterminant certaines conditions de travail des cadres des centres de services scolaires et du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal, annexé au présent décret, est édicté.

Québec, le 26 juillet 2022

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-FRANÇOIS ROBERGE

Règlement modifiant le Règlement déterminant certaines conditions de travail des cadres des centres de services scolaires et du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal¹

Loi sur l'instruction publique
(chapitre I-13.3, a. 451)

1. L'article 39 du Règlement déterminant certaines conditions de travail des cadres des centres de services scolaires et du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal est remplacé par le suivant :

«**39.** Les échelles de traitement et le traitement d'un cadre sont majorés :

1° de 2,00 % du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021;

2° de 2,00 % du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022;

3° de 2,00 % du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023.

Les échelles de traitement se trouvent à l'annexe III. ».

2. L'article 47 de ce règlement est modifié par le remplacement des deux premiers alinéas par les suivants :

«**47.** Le cadre a droit à une rémunération additionnelle correspondant à 1,5 % du traitement reçu pendant la période allant du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

Le cadre a droit à une rémunération additionnelle correspondant à 1,00 % du traitement reçu pendant la période allant du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021. ».

3. L'annexe III de ce règlement est remplacée par la suivante :

¹ Le Règlement déterminant certaines conditions de travail des cadres des centres de services scolaires et du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal a été édicté par l'arrêté ministériel du 10 mai 2012 (2012, G.O. 2, 2904) et a été modifié par le règlement édicté par l'arrêté ministériel du 30 mars 2017 (2017, G.O. 2, 1419), par le règlement édicté par l'arrêté ministériel du 14 août 2017 (2017, G.O. 2, 3950), par le règlement édicté par l'arrêté ministériel du 30 avril 2018 (2018, G.O. 2, 3596) et par le règlement édicté par l'arrêté ministériel du 17 août 2018 (2018, G.O. 2, 6996).

«ANNEXE III

ÉCHELLES DE TRAITEMENT RELATIVES AU PLAN DE CLASSIFICATION

CADRES (Taux annuels)						
Classe	Taux jusqu'au		Taux du 2020-04-01 au		Taux du 2021-04-01 au	
	2020-03-31		2021-03-31		2022-03-31	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
12	105 390	140 517	107 498	143 327	109 648	146 194
11	99 629	132 836	101 622	135 493	103 654	138 203
10	94 183	125 574	96 067	128 085	97 988	130 647
9	89 034	118 709	90 815	121 083	92 631	123 505
8	84 166	112 219	85 849	114 463	87 566	116 752
7	78 660	104 878	80 233	106 976	81 838	109 116
6	73 515	98 017	74 985	99 977	76 485	101 977
5	68 705	91 605	70 079	93 437	71 481	95 306
4	62 774	83 696	64 029	85 370	65 310	87 077
3	57 354	76 470	58 501	77 999	59 671	79 559
2	52 402	69 868	53 450	71 265	54 519	72 690
1	47 878	63 836	48 836	65 113	49 813	66 415

Classe	Taux à compter du	
	2022-04-01	
	Minimum	Maximum
12	111 841	149 118
11	105 727	140 967
10	99 948	133 260
9	94 484	125 975
8	89 317	119 087
7	83 475	111 298
6	78 015	104 017
5	72 911	97 212
4	66 616	88 819
3	60 864	81 150
2	55 609	74 144
1	50 809	67 743

».

4. La rémunération additionnelle pour la période allant du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 déjà versée conformément à l'article 47 du Règlement déterminant certaines conditions de travail des cadres des centres de services scolaires et du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal en vigueur avant sa modification par le présent règlement est déduite de la rémunération additionnelle versée pour la même période conformément à l'article 47 tel que modifié.

5. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

78121

A.M., 2022**Arrêté numéro 2022-08 du ministre des Transports en date du 27 juillet 2022**

Code de la sécurité routière
(chapitre C-24.2)

CONCERNANT les frais de remorquage des véhicules routiers saisis en vertu du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2)

LE MINISTRE DES TRANSPORTS,

VU l'article 633.2 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2), suivant lequel le ministre des Transports peut, par arrêté, après consultation de la Société de l'assurance automobile du Québec, suspendre, pour la période qu'il indique, l'application d'une disposition de

ce code ou de ses règlements, s'il estime que la mesure est d'intérêt public et n'est pas susceptible de compromettre la sécurité routière;

VU que cet article prévoit que le ministre peut prescrire, pour se prévaloir de cette exemption, toute règle dont il estime qu'elle assure une sécurité équivalente;

VU que cet article prévoit que l'obligation de publication prévue à l'article 8 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) ne s'applique pas à un arrêté pris en vertu de cet article 633.2;

CONSIDÉRANT qu'un véhicule routier peut être saisi et remorqué en vertu du Code de la sécurité routière;

CONSIDÉRANT que les frais de remorquage d'un véhicule routier sont sujets à la tarification prévue par le Règlement sur les frais de remorquage et de garde des véhicules routiers saisis (chapitre C-24.2, r. 26), laquelle a été indexée le 1^{er} mars 2022 conformément au troisième, quatrième et cinquième alinéas de l'article 209.9 du Code de la sécurité routière, tel qu'ils se lisaient le 30 juin 2022;

CONSIDÉRANT que l'article 5.1 du Règlement sur les frais de remorquage et de garde des véhicules routiers saisis, édicté par l'article 97 de la Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions (2022, chapitre 13), prévoit une indexation annuelle des frais de remorquage à partir du 1^{er} juin 2023 et en fixe les modalités;

CONSIDÉRANT qu'il est opportun de suspendre l'application de cet article 5.1, et ce, afin de pourvoir à un ajustement des frais de remorquage sur une base mensuelle conformément aux règles prévues par le présent arrêté en raison de la hausse importante du prix du carburant;

CONSIDÉRANT que le ministre des Transports estime que la suspension de l'article 5.1 du Règlement sur les frais de remorquage et de garde des véhicules routiers saisis est d'intérêt public et qu'elle n'est pas susceptible de compromettre la sécurité routière;

CONSIDÉRANT que la Société de l'assurance automobile du Québec a été consultée;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

1. L'application de l'article 5.1 du Règlement sur les frais de remorquage et de garde des véhicules routiers saisis (chapitre C-24.2, r. 26) est suspendue jusqu'au 31 mai 2023.

Durant cette suspension, les frais de remorquage d'un véhicule routier saisi sont ajustés conformément aux dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté.

2. Les frais de remorquage fixés par le Règlement sur les frais de remorquage et de garde des véhicules routiers saisis (chapitre C-24.2, r. 26) sont ajustés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté jusqu'au 31 août 2022 selon le taux résultant de la formule suivante :

$$\{[(A \times \text{les frais de remorquage}) + (B \times \text{les frais de remorquage})] / \text{les frais de remorquage}\} - 1.$$

Dans la formule prévue au premier alinéa :

1° «A» représente la portion des frais de remorquage associée aux coûts autres que le carburant, laquelle est établie à 88 %;

2° «B» représente la portion des frais de remorquage associée aux coûts pour le carburant, laquelle est établie selon la formule suivante :

$$21,1056 \% \times \{1 + [(C - D) / D]\}.$$

Dans la formule prévue au paragraphe 2° du deuxième alinéa :

1° «C» représente le prix moyen affiché du diesel au Québec pour 4 semaines, calculé selon les données hebdomadaires publiées par la Régie de l'énergie dans son Bulletin d'information sur les prix des produits pétroliers au Québec précédant le 1^{er} août 2022;

2° «D» représente le prix moyen affiché du diesel au Québec pour 4 semaines, calculé selon les données hebdomadaires publiées par la Régie de l'énergie dans son Bulletin d'information sur les prix des produits pétroliers au Québec précédant le 1^{er} juillet 2022.

3. Les frais de remorquage sont par la suite ajustés le premier jour du mois selon le taux résultant de la formule prévue au premier alinéa de l'article 2 avec les adaptations suivantes :

1° la portion des frais de remorquage associée au coût du carburant et représentée par B, est établie selon la formule suivante :

$$E \times \{1 + [(F - G) / G]\}.$$

Dans la formule prévue au premier alinéa :

1° «E» représente la portion des frais de remorquage associée aux coûts pour le carburant établie en vertu du paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 2 ou, s'il y a eu un ajustement des frais de remorquage depuis le 1^{er} août 2022, celle correspondant au dernier ajustement mensuel;

2° «F» représente le prix moyen affiché du diesel au Québec pour 4 semaines, calculé selon les données hebdomadaires publiées par la Régie de l'énergie dans son Bulletin d'information sur les prix des produits pétroliers au Québec précédant le premier jour du mois;

3° «G» représente le prix moyen affiché du diesel au Québec pour 4 semaines, calculé selon les données hebdomadaires publiées par la Régie de l'énergie dans son Bulletin d'information sur les prix des produits pétroliers au Québec précédant le premier jour du mois pour lequel il y a eu le dernier ajustement des frais de remorquage depuis le 1^{er} août 2022 ou, à défaut d'un tel ajustement, le prix moyen affiché du diesel pour 4 semaines calculé selon les données hebdomadaires publiées par la Régie de l'énergie dans son Bulletin d'information sur les prix des produits pétroliers au Québec précédant le 1^{er} août 2022.

L'ajustement mensuel prévu par le présent article est sans effet dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1° lorsque la différence entre le taux calculé selon les modalités prévues au présent article et le dernier taux d'ajustement est de moins de 1 point de pourcentage;

2° lorsqu'une fois cet ajustement appliqué, les frais de remorquage sont inférieurs à ceux fixés par le Règlement sur les frais de remorquage et de garde des véhicules routiers saisis (chapitre C-24.2, r. 26).

4. La Société de l'assurance automobile du Québec publie sur son site Internet la tarification applicable aux frais de remorquage d'un véhicule routier saisi et l'ajustement mensuel relié à la fluctuation du prix du carburant découlant de l'application des articles 2 et 3 du présent arrêté.

5. Le présent arrêté entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*. Il est abrogé le 1^{er} juin 2023.

Québec, le 27 juillet 2022

Le ministre des Transports,
FRANÇOIS BONNARDEL

78126

Projets de règlement

Projet de règlement

Loi sur le protecteur national de l'élève
(chapitre P-32.01)

Processus de recrutement et de sélection des protecteurs régionaux de l'élève

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le Règlement sur la procédure de recrutement et de sélection des protecteurs régionaux de l'élève, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le ministre à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement fait suite à la sanction, le 2 juin 2022, de la Loi sur le protecteur national de l'élève (2022, chapitre 17) et vise à établir la procédure de recrutement et de sélection de protecteurs régionaux de l'élève et, notamment, déterminer :

— la publicité qui doit être faite pour procéder au recrutement ainsi que les éléments qu'elle doit contenir;

— les conditions d'admissibilité et la procédure à suivre pour se porter candidat;

— les critères de sélection dont le comité de sélection tient compte;

— les renseignements que le comité de sélection peut requérir d'un candidat et les consultations qu'il peut effectuer;

— la durée de validité de la déclaration d'aptitude.

Ce projet de règlement n'a pas de répercussion sur les entreprises, en particulier sur les PME.

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à madame Stéphanie Vachon, sous-ministre adjointe au soutien aux réseaux et financement, ministère de l'Éducation, 1035, rue De La Chevrotière, 15^e étage, Québec (Québec) G1R 5A5; courriel : stephanie.vachon@education.gouv.qc.ca.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de

45 jours mentionné ci-dessus, à madame Stéphanie Vachon, sous-ministre adjointe au soutien aux réseaux et financement, aux coordonnées mentionnées précédemment.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-FRANÇOIS ROBERGE

Règlement sur la procédure de recrutement et de sélection des protecteurs régionaux de l'élève

Loi sur le protecteur national de l'élève
(2022, chapitre 17, a. 5 et 7)

CHAPITRE I RECRUTEMENT ET SÉLECTION DES PERSONNES APTES À ÊTRE NOMMÉES PROTECTEUR RÉGIONAL DE L'ÉLÈVE

SECTION I AVIS DE RECRUTEMENT

1. Lorsqu'il y a lieu de constituer une liste de personnes aptes à être nommées protecteur régional de l'élève, le protecteur national de l'élève publie un avis de recrutement dans une publication circulant ou diffusée dans tout le Québec qui invite les personnes intéressées à soumettre leur candidature.

2. L'avis de recrutement donne :

1^o une description sommaire des fonctions de protecteur régional de l'élève;

2^o l'indication du lieu où la personne peut être appelée à exercer principalement ses fonctions;

3^o en substance, les conditions d'admissibilité et critères de sélection prévus par la loi et le présent règlement et, le cas échéant, les exigences professionnelles, de formation ou d'expériences particulières recherchées compte tenu des besoins du protecteur national de l'élève;

4^o en substance, le régime de confidentialité applicable dans le cadre de la procédure de sélection et une indication de la possibilité pour le comité de sélection de faire des consultations relativement aux candidatures;

5° la date avant laquelle une candidature doit être soumise et l'adresse où elle doit être transmise.

3. Une copie de l'avis est transmise au ministre responsable de l'application de la Loi sur le protecteur national de l'élève (2022, chapitre 17).

SECTION II CANDIDATURE

4. Seules les personnes qui possèdent une expérience minimale de cinq ans pertinente à l'exercice des fonctions de protecteur régional de l'élève peuvent être déclarées aptes à être nommées à cette fonction.

Chaque année d'expérience manquante peut être compensée par une année de scolarité pertinente excédentaire à celle exigée dans l'avis de recrutement, le cas échéant.

5. La personne qui désire soumettre sa candidature transmet son curriculum vitae et les renseignements suivants :

1° son nom ainsi que l'adresse et le numéro de téléphone de sa résidence et, le cas échéant, de son lieu de travail;

2° sa date de naissance;

3° le nom de chacune des régions à l'égard desquelles elle soumet sa candidature;

4° les diplômes de niveaux collégial et universitaire ainsi que les autres attestations pertinentes qu'elle détient;

5° la nature des activités qu'elle a exercées et qu'elle considère lui avoir permis d'acquérir l'expérience pertinente requise;

6° le cas échéant, la preuve qu'elle possède les qualités indiquées dans l'avis;

7° le cas échéant, le fait d'avoir été déclarée coupable d'un acte ou d'une infraction criminels ou d'avoir fait l'objet d'une décision disciplinaire ainsi que l'indication de l'acte, de l'infraction ou du manquement en cause et de la peine ou de la mesure disciplinaire imposée;

8° le cas échéant, le fait d'avoir été déclarée coupable d'une infraction pénale, ainsi que l'indication de l'infraction en cause et de la peine imposée, s'il est raisonnable de croire qu'une telle infraction serait susceptible de mettre en cause l'intégrité ou l'impartialité du protecteur national de l'élève ou du candidat, d'affecter sa capacité de remplir ses fonctions ou de porter atteinte à la confiance du public envers le titulaire de la fonction;

9° le cas échéant, le nom de ses employeurs, associés ou supérieurs immédiats ou hiérarchiques au cours des 10 dernières années;

10° le cas échéant, le nom de toute personne morale, société ou association professionnelle dont elle est ou a été membre au cours des 10 dernières années;

11° un exposé démontrant son intérêt à exercer les fonctions de protecteur régional de l'élève.

Cette personne doit également transmettre un écrit par lequel elle accepte qu'une vérification soit faite à son sujet, notamment auprès d'un organisme disciplinaire, d'un ordre professionnel dont elle est ou a été membre, de ses employeurs des 10 dernières années et des autorités policières et que, le cas échéant, des consultations soient faites auprès des personnes ou sociétés mentionnées aux paragraphes 9° et 10° du premier alinéa du présent article.

SECTION III FORMATION D'UN COMITÉ DE SÉLECTION

6. À la suite de la publication de l'avis de recrutement, le protecteur national de l'élève forme un comité de sélection conformément à l'article 6 de la Loi sur le protecteur national de l'élève.

7. Un membre du comité doit sans délai porter à la connaissance des autres membres du comité tout fait de nature à justifier une crainte raisonnable de partialité.

8. Un membre du comité doit se récuser à l'égard d'un candidat lorsque son impartialité pourrait être mise en doute, notamment lorsqu'il :

1° en est ou en a déjà été le conjoint;

2° en est le parent ou l'allié, jusqu'au degré de cousin germain inclusivement;

3° en est ou en a déjà été l'employeur, l'employé ou l'associé, au cours des 10 dernières années; toutefois, le membre qui est à l'emploi de la fonction publique n'a l'obligation de se récuser à l'égard d'un candidat que s'il est ou a été sous sa direction immédiate ou s'il en est ou en a déjà été le supérieur immédiat.

9. Lorsqu'un membre du comité se récuse, est absent ou empêché, la décision est prise par les autres membres.

10. Avant d'entrer en fonction, les membres du comité prêtent serment en affirmant solennellement ce qui suit : « Je (prénom et nom) déclare sous serment que je ne révélerai ni ne ferai connaître, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge. ».

Cette obligation est exécutée devant une personne habilitée à recevoir le serment.

L'écrit constatant le serment est transmis au protecteur national de l'élève.

11. Une personne peut être nommée membre de plusieurs comités simultanément.

12. Les frais de voyage et de séjour des membres du comité sont remboursés conformément aux Règles sur les frais de déplacement des présidents, vice-présidents et membres d'organismes gouvernementaux (D. 2500-83, 83-11-30), compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

Outre le remboursement des frais, les membres du comité autre que le président qui ne sont pas à l'emploi d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement ont droit à des honoraires de 250\$ par journée ou 200\$ par demi-journée de séance à laquelle ils participent.

SECTION IV FONCTIONNEMENT DU COMITÉ DE SÉLECTION

13. Le protecteur national de l'élève transmet la liste des candidats et leurs dossiers aux membres du comité de sélection.

14. Le comité analyse les dossiers des candidats et retient la candidature de ceux qui, à son avis, répondent aux conditions d'admissibilité et, le cas échéant, satisfont aux mesures d'évaluation auxquelles il peut en outre les soumettre, compte tenu des postes à combler ou du nombre élevé de candidats.

15. Le président du comité informe les candidats retenus à cette étape de la date et de l'endroit où le comité les rencontrera et informe les autres candidats que leur candidature n'a pas été retenue et que, ce faisant, ils ne seront pas convoqués.

SECTION V CONSULTATIONS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

16. Le comité peut, sur tout élément du dossier d'un candidat ou sur tout autre aspect relatif à une candidature ou à l'ensemble des candidatures, consulter notamment :

1° toute personne qui, au cours des 10 dernières années, a été un employeur, un associé ou un supérieur immédiat ou hiérarchique du candidat;

2° toute personne morale, société ou association professionnelle dont un candidat est ou a été membre au cours des 10 dernières années.

17. Les critères de sélection dont le comité tient compte pour déterminer l'aptitude d'un candidat sont :

1° la connaissance du système d'éducation;

2° la connaissance des mécanismes de règlement des différends;

3° la connaissance du milieu scolaire ou d'autres milieux pertinents à l'exercice des fonctions;

4° l'expertise liée aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage;

5° les qualités personnelles et intellectuelles du candidat;

6° le degré de connaissance et d'habileté du candidat, compte tenu des exigences professionnelles, de formation ou d'expériences particulières indiquées dans l'avis de recrutement;

7° les habiletés à exercer la fonction de protecteur régional de l'élève, notamment la capacité de jugement du candidat, sa capacité d'agir en toute impartialité, son ouverture d'esprit, sa perspicacité, son empathie, sa pondération, sa capacité d'analyse et de synthèse, son esprit de décision, ses aptitudes à travailler en équipe, la qualité de son expression orale et écrite et sa capacité à adopter un comportement éthique;

8° la conception que le candidat se fait de la fonction de protecteur régional de l'élève.

18. Le comité de sélection peut soumettre les candidats qui répondent aux conditions d'admissibilité aux mesures d'évaluation qu'il détermine.

SECTION VI RAPPORT DU COMITÉ DE SÉLECTION

19. Les décisions du comité sont prises à la majorité des membres. En cas d'égalité, le président du comité a une voix prépondérante.

20. Le comité soumet un rapport au ministre. Ce rapport :

1° indique les noms des candidats dont la candidature n'a pas été retenue et qui n'ont pas été rencontrés et en donne les motifs;

2° indique les noms des candidats que le comité a rencontrés dont la candidature n'a pas été retenue et en donne les motifs;

3° indique les noms des candidats que le comité a rencontrés et qu'il déclare aptes à être nommés protecteur régional de l'élève, les régions dans lesquelles ils pourraient être affectés, leur profession et les coordonnées relatives à leur lieu de travail;

4° contient tout commentaire que le comité juge opportun de faire notamment à l'égard des expériences, caractéristiques ou compétences particulières des candidats déclarés aptes.

21. À moins qu'il ne puisse y parvenir, le comité déclare apte un nombre de candidats correspondant normalement au moins au double du nombre de postes à combler, le cas échéant.

22. Un membre du comité peut inscrire sa dissidence à l'égard de l'ensemble ou d'une partie du rapport.

SECTION VII TENUE DU REGISTRE DES DÉCLARATIONS D'APTITUDE

23. Le protecteur national de l'élève écrit aux candidats pour les informer qu'ils ont ou non été déclarés aptes à être nommés protecteur régional de l'élève.

24. Le protecteur national de l'élève tient à jour le registre des déclarations d'aptitude et y inscrit pour chacune des régions, la liste des personnes déclarées aptes à être nommées protecteur régional de l'élève.

La déclaration d'aptitude est valide pour une période de 3 ans à compter de son inscription au registre.

Le protecteur national de l'élève radie une inscription à l'expiration de la période de validité de la déclaration d'aptitude ou lorsque la personne est nommée protecteur régional de l'élève, décède ou demande que son inscription soit retirée du registre.

SECTION VIII RECOMMANDATION

25. Dès qu'un poste est à combler, le protecteur national de l'élève transmet une copie de la liste à jour des personnes déclarées aptes à être nommées protecteur régional de l'élève au ministre et lui recommande le nom d'une personne ayant été déclarée apte.

26. Si le ministre estime que, dans le meilleur intérêt du bon accomplissement du poste à combler, il ne peut, compte tenu de la liste des personnes déclarées aptes à être nommées protecteur régional de l'élève, nommer une personne, il demande alors au protecteur national de l'élève de publier un nouvel avis de recrutement.

Le comité chargé d'évaluer l'aptitude des candidats dont la candidature est soumise à la suite du nouvel avis de recrutement et de faire rapport au ministre conformément à l'article 20 peut être formé de personnes ayant déjà été désignées pour agir au sein d'un comité précédent.

CHAPITRE II CONFIDENTIALITÉ

27. Le nom des candidats, le rapport du comité de sélection, le registre, la liste des candidats déclarés aptes à être nommés protecteur régional de l'élève ainsi que tout renseignement ou document se rattachant à une consultation ou à une décision du comité sont confidentiels.

CHAPITRE III DISPOSITION FINALE

28. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

78130

Décisions

Décision 12227, 22 juillet 2022

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (chapitre M-35.1)

Prix du lait de consommation — Modification

Veuillez prendre note que la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a, par sa décision 12227 du 22 juillet 2022, édité le Règlement modifiant le Règlement sur les prix du lait de consommation dont le texte suit.

Veuillez de plus noter que ce règlement est soustrait de l'application des sections III et IV de la Loi sur les règlements (RLRQ, c. R-18.1) en vertu de l'article 203 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (RLRQ, c. M-35.1).

La secrétaire,
MARIE-PIERRE BÉTOURNAY, *avocate*

Règlement modifiant le Règlement sur les prix du lait de consommation

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (chapitre M-35.1, a. 40.5)

1. Le Règlement sur les prix du lait de consommation (chapitre M-35.1, r. 206) est modifié par le remplacement de l'Annexe A par la suivante :

«ANNEXE A (art. 3, 3.1 et 4)

RÉGION I

3,25 % de matière grasse

Contenant	Prix au détail minimum	Prix au détail maximum	Prix à domicile minimum
1 litre	2,08 \$	2,24 \$	2,16 \$
1,5 litre	3,12 \$	3,36 \$	3,22 \$
2 litres	4,10 \$	4,42 \$	4,21 \$
4 litres	7,85 \$	8,49 \$	8,07 \$

2,00 % de matière grasse

Contenant	Prix au détail minimum	Prix au détail maximum	Prix à domicile minimum
1 litre	1,99 \$	2,15 \$	2,07 \$
1,5 litre	2,98 \$	3,22 \$	3,08 \$
2 litres	3,91 \$	4,23 \$	4,02 \$
4 litres	7,49 \$	8,13 \$	7,71 \$

1,00 % de matière grasse

Contenant	Prix au détail minimum	Prix au détail maximum	Prix à domicile minimum
1 litre	1,89 \$	2,05 \$	1,97 \$
1,5 litre	2,84 \$	3,08 \$	2,94 \$
2 litres	3,73 \$	4,05 \$	3,84 \$
4 litres	7,13 \$	7,77 \$	7,35 \$

0,00 % de matière grasse

Contenant	Prix au détail minimum	Prix au détail maximum	Prix à domicile minimum
1 litre	1,81 \$	1,97 \$	1,89 \$
1,5 litre	2,72 \$	2,96 \$	2,82 \$
2 litres	3,58 \$	3,90 \$	3,69 \$
4 litres	6,83 \$	7,47 \$	7,05 \$

Les prix maximums ne s'appliquent pas aux laits « UHT », « biologique » et « à valeur ajoutée ».

RÉGION II

3,25 % de matière grasse

Contenant	Prix au détail minimum	Prix au détail maximum	Prix à domicile minimum
1 litre	2,14 \$	2,30 \$	2,22 \$
1,5 litre	3,21 \$	3,45 \$	3,31 \$
2 litres	4,22 \$	4,54 \$	4,33 \$
4 litres	8,05 \$	8,69 \$	8,27 \$

2,00 % de matière grasse

Contenant	Prix au détail minimum	Prix au détail maximum	Prix à domicile minimum
1 litre	2,05 \$	2,21 \$	2,13 \$
1,5 litre	3,07 \$	3,31 \$	3,17 \$
2 litres	4,03 \$	4,35 \$	4,14 \$
4 litres	7,69 \$	8,33 \$	7,91 \$

1,00 % de matière grasse

Contenant	Prix au détail minimum	Prix au détail maximum	Prix à domicile minimum
1 litre	1,95 \$	2,11 \$	2,03 \$
1,5 litre	2,93 \$	3,17 \$	3,03 \$
2 litres	3,85 \$	4,17 \$	3,96 \$
4 litres	7,33 \$	7,97 \$	7,55 \$

0,00 % de matière grasse

Contenant	Prix au détail minimum	Prix au détail maximum	Prix à domicile minimum
1 litre	1,87 \$	2,03 \$	1,95 \$
1,5 litre	2,81 \$	3,05 \$	2,91 \$
2 litres	3,70 \$	4,02 \$	3,81 \$
4 litres	7,03 \$	7,67 \$	7,25 \$

Les prix maximums ne s'appliquent pas aux laits « UHT », « biologique » et « à valeur ajoutée ».

RÉGION III

3,25 % de matière grasse

Contenant	Prix au détail minimum	Prix au détail maximum	Prix à domicile minimum
1 litre	2,35 \$	2,51 \$	2,43 \$
1,5 litre	3,53 \$	3,77 \$	3,63 \$
2 litres	4,63 \$	4,95 \$	4,74 \$
4 litres	8,89 \$	9,53 \$	9,11 \$

2,00 % de matière grasse

Contenant	Prix au détail minimum	Prix au détail maximum	Prix à domicile minimum
1 litre	2,26 \$	2,42 \$	2,34 \$
1,5 litre	3,39 \$	3,63 \$	3,49 \$
2 litres	4,44 \$	4,76 \$	4,55 \$
4 litres	8,53 \$	9,17 \$	8,75 \$

1,00 % de matière grasse

Contenant	Prix au détail minimum	Prix au détail maximum	Prix à domicile minimum
1 litre	2,16 \$	2,32 \$	2,24 \$
1,5 litre	3,25 \$	3,49 \$	3,35 \$
2 litres	4,26 \$	4,58 \$	4,37 \$
4 litres	8,17 \$	8,81 \$	8,39 \$

0,00 % de matière grasse

Contenant	Prix au détail minimum	Prix au détail maximum	Prix à domicile minimum
1 litre	2,08 \$	2,24 \$	2,16 \$
1,5 litre	3,13 \$	3,37 \$	3,23 \$
2 litres	4,11 \$	4,43 \$	4,22 \$
4 litres	7,87 \$	8,51 \$	8,09 \$

Les prix maximums ne s'appliquent pas aux laits « UHT », « biologique » et « à valeur ajoutée ».

RÉGION IV

3,25 % de matière grasse

Contenant	Prix au détail minimum	Prix au détail maximum	Prix à domicile minimum
1 litre	2,37 \$	2,53 \$	
1,5 litre	3,55 \$	3,79 \$	
2 litres	4,65 \$	4,97 \$	
4 litres	8,91 \$	9,55 \$	

2,00 % de matière grasse

Contenant	Prix au détail minimum	Prix au détail maximum	Prix à domicile minimum
1 litre	2,28 \$	2,44 \$	
1,5 litre	3,41 \$	3,65 \$	
2 litres	4,46 \$	4,78 \$	
4 litres	8,55 \$	9,19 \$	

1,00 % de matière grasse

Contenant	Prix au détail minimum	Prix au détail maximum	Prix à domicile minimum
1 litre	2,18 \$	2,34 \$	
1,5 litre	3,27 \$	3,51 \$	
2 litres	4,28 \$	4,60 \$	
4 litres	8,19 \$	8,83 \$	

0,00 % de matière grasse

Contenant	Prix au détail minimum	Prix au détail maximum	Prix à domicile minimum
1 litre	2,10 \$	2,26 \$	
1,5 litre	3,15 \$	3,39 \$	
2 litres	4,13 \$	4,45 \$	
4 litres	7,89 \$	8,53 \$	

Les prix maximums ne s'appliquent pas aux laits « UHT », « biologique » et « à valeur ajoutée ».

2. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} septembre 2022.

78125

Arrêtés ministériels

A.M., 2022

**Arrêté 0062-2022 de la ministre de la Sécurité publique
en date du 26 juillet 2022**

Loi sur la sécurité civile
(chapitre S-2.3)

Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local de la Ville de Saguenay

VU l'article 42 de la Loi sur la sécurité civile, lequel prévoit qu'une municipalité locale peut déclarer l'état d'urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu'un sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes, une action immédiate qu'elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d'un plan de sécurité civile applicable;

VU le premier alinéa de l'article 43 de cette loi, lequel prévoit que l'état d'urgence déclaré par le conseil municipal vaut pour une période maximale de cinq jours à l'expiration de laquelle il peut être renouvelé, sur autorisation de la ministre, pour d'autres périodes maximales de cinq jours;

VU le deuxième alinéa de ce même article, lequel prévoit également que si le conseil municipal ne peut se réunir en temps utile, le maire ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le maire suppléant peut déclarer l'état d'urgence pour une période maximale de 48 heures;

VU que le lundi 13 juin 2022, un glissement de terrain s'est produit dans l'arrondissement de La Baie à Saguenay, sur l'avenue du Parc, lequel a emporté une maison, nécessité l'évacuation de nombreuses résidences dans le secteur environnant et touché une route;

VU les résultats des analyses menées par les ingénieurs spécialisés en géotechnique du ministère des Transports du Québec, qui font état d'un danger imminent d'un nouveau glissement de terrain dans ce secteur;

VU que les conclusions de ces analyses ont conduit, en fin de journée le 18 juin et dans la nuit du 19 juin 2022, à l'évacuation pour une durée indéterminée, de 53 résidences supplémentaires, portant ainsi le total à 76 résidences, et affectant près de 200 personnes au total;

VU que la mairesse de la Ville de Saguenay, madame Julie Dufour, a déclaré l'état d'urgence local le samedi 18 juin 2022 pour une période de 48 heures, le conseil municipal ne pouvant se réunir en temps utile;

VU que cet état d'urgence a été renouvelé une première fois pour une période additionnelle de cinq jours, avec l'autorisation de la ministre, par la résolution numéro VS-CM-2022-367, adoptée par le conseil municipal le lundi 20 juin 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une seconde fois, le jeudi 23 juin 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-370, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 28 juin 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une troisième fois, le mardi 28 juin 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-373, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le dimanche 3 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une quatrième fois, le jeudi 30 juin 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-376, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 5 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une cinquième fois, le mardi 5 juillet 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-424, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le dimanche 10 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une sixième fois, le jeudi 7 juillet 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-437, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 12 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une septième fois, le lundi 11 juillet 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-440, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le samedi 16 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une huitième fois, le jeudi 14 juillet 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-443, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 19 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une neuvième fois, le lundi 18 juillet 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-447, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le samedi 23 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une dixième fois, le jeudi 21 juillet 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-450, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 26 juillet 2022;

VU que la situation sur le territoire demeure préoccupante en lien particulièrement avec la menace d'un nouveau glissement de terrain pouvant survenir de façon imminente, le conseil municipal de la Ville de Saguenay a renouvelé pour une onzième fois, par sa résolution numéro VS-CM-2022-453, la déclaration d'état d'urgence pour une période de cinq jours, se terminant au plus tard le samedi 30 juillet 2022, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal tenue le lundi 25 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay demande à la ministre de la Sécurité publique d'autoriser de nouveau le renouvellement de l'état d'urgence pour une période maximale de cinq jours;

En conséquence, j'autorise la Ville de Saguenay à renouveler l'état d'urgence local déclaré le samedi 18 juin 2022 pour une période additionnelle maximale de cinq jours, se terminant au plus tard le samedi 30 juillet 2022.

Québec, le 26 juillet 2022

La ministre de la Sécurité publique,
GENEVIÈVE GUILBAULT

78122

A.M., 2022

Arrêté 0064-2022 de la ministre de la Sécurité publique en date du 29 juillet 2022

Loi sur la sécurité civile
(chapitre S-2.3)

Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local de la Ville de Saguenay

VU l'article 42 de la Loi sur la sécurité civile, lequel prévoit qu'une municipalité locale peut déclarer l'état d'urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu'un sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes, une action immédiate qu'elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d'un plan de sécurité civile applicable;

VU le premier alinéa de l'article 43 de cette loi, lequel prévoit que l'état d'urgence déclaré par le conseil municipal vaut pour une période maximale de cinq jours à l'expiration de laquelle il peut être renouvelé, sur autorisation de la ministre, pour d'autres périodes maximales de cinq jours;

VU le deuxième alinéa de ce même article, lequel prévoit également que si le conseil municipal ne peut se réunir en temps utile, le maire ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le maire suppléant peut déclarer l'état d'urgence pour une période maximale de 48 heures;

VU que le lundi 13 juin 2022, un glissement de terrain s'est produit dans l'arrondissement de La Baie à Saguenay, sur l'avenue du Parc, lequel a emporté une maison, nécessité l'évacuation de nombreuses résidences dans le secteur environnant et touché une route;

VU les résultats des analyses menées par les ingénieurs spécialisés en géotechnique du ministère des Transports du Québec, qui font état d'un danger imminent d'un nouveau glissement de terrain dans ce secteur;

VU que les conclusions de ces analyses ont conduit, en fin de journée le 18 juin et dans la nuit du 19 juin 2022, à l'évacuation pour une durée indéterminée, de 53 résidences supplémentaires, portant ainsi le total à 76 résidences, et affectant près de 200 personnes au total;

VU que la mairesse de la Ville de Saguenay, madame Julie Dufour, a déclaré l'état d'urgence local le samedi 18 juin 2022 pour une période de 48 heures, le conseil municipal ne pouvant se réunir en temps utile;

VU que cet état d'urgence a été renouvelé une première fois pour une période additionnelle de cinq jours, avec l'autorisation de la ministre, par la résolution numéro VS-CM-2022-367, adoptée par le conseil municipal le lundi 20 juin 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une seconde fois, le jeudi 23 juin 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-370, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 28 juin 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une troisième fois, le mardi 28 juin 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-373, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le dimanche 3 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une quatrième fois, le jeudi 30 juin 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-376, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 5 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une cinquième fois, le mardi 5 juillet 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-424, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le dimanche 10 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une sixième fois, le jeudi 7 juillet 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-437, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 12 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une septième fois, le lundi 11 juillet 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-440, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le samedi 16 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une huitième fois, le jeudi 14 juillet 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-443, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 19 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une neuvième fois, le lundi 18 juillet 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-447, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le samedi 23 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une dixième fois, le jeudi 21 juillet 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-450, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 26 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une onzième fois, le lundi 25 juillet 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-453, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le samedi 30 juillet 2022;

VU que la situation sur le territoire demeure préoccupante en lien particulièrement avec la menace d'un nouveau glissement de terrain pouvant survenir de façon imminente, le conseil municipal de la Ville de Saguenay a renouvelé pour une douzième fois, par sa résolution numéro VS-CM-2022-456, la déclaration d'état d'urgence pour une période de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 2 août 2022, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal tenue le jeudi 28 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay demande à la ministre de la Sécurité publique d'autoriser de nouveau le renouvellement de l'état d'urgence pour une période maximale de cinq jours;

En conséquence, j'autorise la Ville de Saguenay à renouveler l'état d'urgence local déclaré le samedi 18 juin 2022 pour une période additionnelle maximale de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 2 août 2022.

Québec, le 29 juillet 2022

La ministre de la Sécurité publique,
GENEVIÈVE GUILBAULT

78131

A.M., 2022

**Arrêté numéro 2022-04 du ministre
de la Cybersécurité et du Numérique
en date du 26 juillet 2022**

Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources
informationnelles des organismes publics
et des entreprises du gouvernement
(chapitre G-1.03)

CONCERNANT le Cadre gouvernemental de gestion de
la sécurité de l'information

LE MINISTRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET
DU NUMÉRIQUE,

VU le deuxième alinéa de l'article 21 de la Loi sur la
gouvernance et la gestion des ressources informa-
tionnelles des organismes publics et des entreprises du gou-
vernement (chapitre G-1.03) suivant lequel le ministre de
la Cybersécurité et du Numérique peut déterminer des
orientations portant sur les principes ou les pratiques à
appliquer en matière de gestion des ressources informa-
tionnelles, incluant les pratiques pour optimiser l'organi-
sation du travail de même que la nécessité de considérer
l'ensemble des technologies offrant un potentiel d'écono-
mies ou de bénéfices et des modèles de développement ou
d'acquisition disponibles pour répondre aux besoins des
organismes publics, dont les logiciels libres;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, pour le ministre de la
Cybersécurité et du Numérique, de déterminer des
orientations en matière de sécurité de l'information,
soient celles déterminées dans le Cadre gouvernemen-
tal de gestion de la sécurité de l'information, annexé au
présent arrêté;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

DÉTERMINE des orientations en matière de sécurité
de l'information, soient celles déterminées dans le Cadre
gouvernemental de gestion de la sécurité de l'information,
annexé au présent arrêté.

Québec, le 26 juillet 2022

Le ministre de la Cybersécurité et du Numérique,
ÉRIC CAIRE

**Cadre gouvernemental de gestion
de la sécurité de l'information**

Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources
informationnelles des organismes publics
et des entreprises du gouvernement
(chapitre G-1.03, a. 21)

CHAPITRE I
DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

1. Le présent cadre appuie la Directive gouverne-
mentale sur la sécurité de l'information, approuvée par
le décret numéro 1514-2021 du 8 décembre 2021 (2021,
G.O. 2, 7694), et vise à établir une vision commune en
matière de sécurité de l'information de même qu'à assurer
la cohérence et la coordination des interventions en
telle matière.

Il présente, dans le contexte de l'application de cette
directive et de la Loi sur la gouvernance et la gestion des
ressources informationnelles des organismes publics et
des entreprises du gouvernement (chapitre G-1.03), l'orga-
nisation fonctionnelle de la sécurité de l'information au
sein de l'Administration publique.

Il précise la structure de gouvernance de la sécurité de
l'information gouvernementale et énonce ou réaffirme
les responsabilités des intervenants, comités, groupes
de travail et autres entités en telle matière, en lien avec
les responsabilités du ministre de la Cybersécurité et du
Numérique et celles du sous-ministre de la Cybersécurité
et du Numérique, également dirigeant principal l'informa-
tion et chef gouvernemental de la sécurité de l'information.

2. Dans le présent cadre, on entend par :

1° « Cellule gouvernementale de cyberdéfense » : la
Cellule de cyberdéfense visée à l'article 8 de la Directive;

2° « Centre gouvernemental de cyberdé-
fense (CGCD) » : l'unité administrative spécialisée en
sécurité de l'information visée à l'article 12.5 de la Loi;

3° « Centre opérationnel de cyberdéfense (COCD) » :
l'unité administrative spécialisée en sécurité de l'informa-
tion visée à l'article 9 de la Directive;

4° « chef délégué de la sécurité de l'informa-
tion (CDSI) » : le dirigeant de l'information qui agit à ce
titre en vertu du paragraphe 9.1° du premier alinéa de
l'article 10.1 de la Loi;

5° « chef gouvernemental de la sécurité de l'informa-
tion (CGSI) » : le dirigeant principal de l'information qui
agit à ce titre en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa
de l'article 7.1 de la Loi;

6° «chef de la sécurité de l'information organisationnelle (CSIO)» : un membre du personnel d'encadrement d'un organisme public désigné en vertu de l'article 10 de la Directive ou, selon le contexte, le chef délégué de la sécurité de l'information;

7° «comité de gouvernance en ressources informationnelles (CGRI)» : le comité visé à l'article 12.1 de la Loi;

8° «Directive» : la Directive gouvernementale sur la sécurité de l'information, approuvée par le décret numéro 1514-2021 du 8 décembre 2021 (2021, G.O. 2, 7694);

9° «événement de sécurité» : toute forme d'atteinte, présente ou appréhendée, telle une cyberattaque ou une menace à la confidentialité, à l'intégrité et à la disponibilité d'une information ou d'une ressource informationnelle sous la responsabilité d'un organisme public ou d'une personne agissant pour ce dernier;

10° «indication d'application» : toute instruction au sens du deuxième alinéa de l'article 7 de la Loi;

11° «lien fonctionnel» : un rapport entre deux personnes qui, selon le contexte, permet à l'une d'entre elles de formuler un ordre à l'autre, sans qu'il existe un lien hiérarchique entre ces personnes;

12° «Loi» : la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (chapitre G-1.03);

13° «niveau gouvernemental» : un niveau de gestion qui, en matière de sécurité de l'information pour les organismes publics formant l'Administration publique, implique les intervenants, les comités, les groupes de travail et les autres entités visés au chapitre III;

14° «niveau de portefeuille» : un niveau de gestion qui, en matière de sécurité de l'information pour le ministère d'un ministre ainsi que les organismes publics qui sont rattachés à ce ministre, implique les intervenants et les entités visés au chapitre IV;

15° «niveau organisationnel» : un niveau de gestion qui, en matière de sécurité de l'information pour un organisme public, implique les intervenants visés au chapitre V;

16° «répondant en matière de sécurité de l'information» : la personne désignée en vertu de l'article 11 de la Directive;

17° «Réseau gouvernemental de cyberdéfense» : le réseau visé à l'article 7 de la Directive;

18° «responsable gouvernemental de cyberdéfense (RGCD)» : la personne désignée en vertu du paragraphe 4° du deuxième alinéa de l'article 5 de la Directive;

19° «responsable opérationnel de cyberdéfense (ROCD)» : la personne désignée en vertu du paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 6 de la Directive.

3. Le présent cadre s'applique aux organismes publics visés à l'article 2 de la Loi, lesquels forment l'Administration publique aux fins de la Loi, de la Directive et du présent cadre.

CHAPITRE II

STRUCTURE DE GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE

4. L'organisation fonctionnelle de la sécurité de l'information au sein de l'Administration publique s'articule, dans le respect de la Loi et de la Directive, autour d'une structure de gouvernance qui repose sur ces trois niveaux de gestion :

1° un niveau gouvernemental;

2° un niveau de portefeuille;

3° un niveau organisationnel.

Une telle structure de gouvernance repose également sur la présence de liens fonctionnels entre les intervenants en matière de sécurité de l'information d'un niveau à l'autre, lesquels liens visent à favoriser une concertation agile et transparente pour répondre efficacement aux exigences de sécurité de l'information. Ces liens, énoncés dans la Directive et représentés par des pointillés à la Figure 1 ci-après, se résument notamment comme suit :

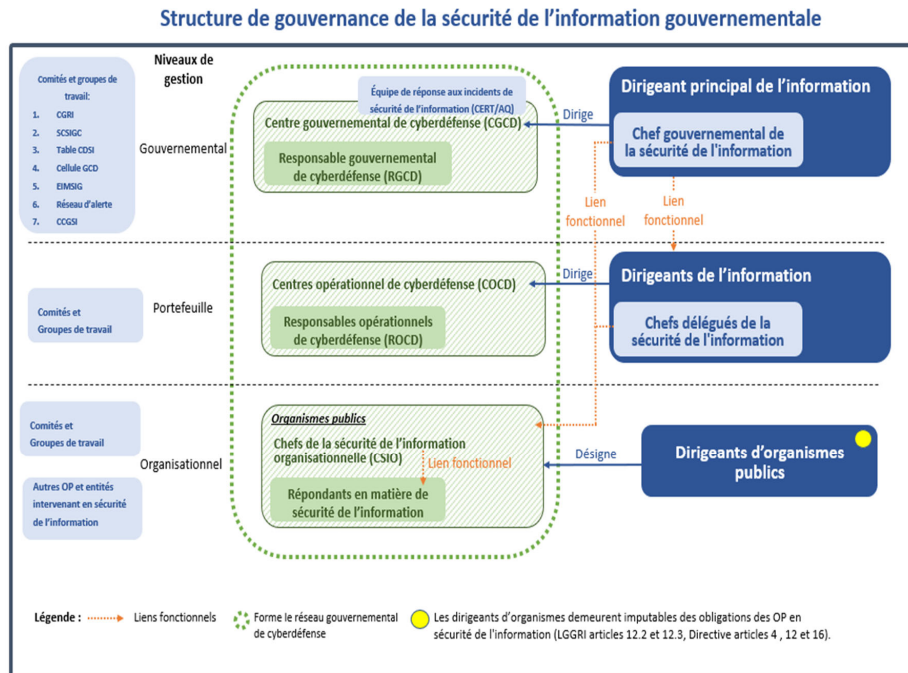
1° le chef gouvernemental de la sécurité de l'information (CGSI) avec les chefs délégués de la sécurité de l'information (CDSI), les chefs de la sécurité de l'information organisationnelle (CSIO) et les répondants en matière de sécurité de l'information;

2° un chef délégué de la sécurité de l'information (CDSI) avec les chefs de la sécurité de l'information organisationnelle (CSIO) et les répondants en matière de sécurité de l'information, auxquels il se rattache;

3° un chef de la sécurité de l'information organisationnelle (CSIO) avec les répondants en matière de sécurité de l'information, auxquels il se rattache.

La structure de gouvernance visée au présent article est illustrée avec la Figure 1 :

Figure 1



CHAPITRE III RESPONSABILITÉS AU NIVEAU GOUVERNEMENTAL

SECTION I CHEF GOUVERNEMENTAL DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION (CGSI)

5. Le chef gouvernemental de la sécurité de l'information (CGSI) assure la coordination gouvernementale de la sécurité de l'information aux niveaux stratégique, tactique et opérationnel. Il assume les responsabilités prévues à l'article 12.6 de la Loi et à l'article 5 de la Directive.

SECTION II RESPONSABLE GOUVERNEMENTAL DE CYBERDÉFENSE (RGCD)

6. Le responsable gouvernemental de cyberdéfense (RGCD) a pour rôle de voir au bon fonctionnement du Centre gouvernemental de cyberdéfense (CGCD) tel que le prévoit le paragraphe 4^o du deuxième alinéa de l'article 5 de la Directive. Il assure également, en vertu

du premier alinéa de l'article 7 de cette directive, le commandement et le leadership ainsi que la coordination et l'amélioration continue du Réseau gouvernemental de cyberdéfense.

Le responsable gouvernemental de cyberdéfense (RGCD) assume, dans l'organisation fonctionnelle de la sécurité de l'information, les responsabilités suivantes :

1^o collaborer avec le chef gouvernemental de la sécurité de l'information (CGSI) dans la direction, l'opérationnalisation et l'évolution de l'offre de service du Centre gouvernemental de cyberdéfense (CGCD);

2^o contribuer à l'établissement d'une vision gouvernementale et à l'élaboration d'orientations afférentes en matière de cybersécurité;

3^o assurer le déploiement, la coordination et le maintien de processus gouvernementaux normalisés de cybersécurité définis par le chef gouvernemental de la sécurité de l'information (CGSI), dont le processus de gestion des événements de sécurité;

4^o animer la Cellule de cyberdéfense et, lorsqu'approprié, relayer au chef gouvernemental de la sécurité de l'information (CGSI) les informations qui lui sont communiquées par les responsables opérationnels de cyberdéfense (ROCD);

5^o apporter aux centres opérationnels de cyberdéfense (COCD) le soutien et l'accompagnement nécessaires au respect par ces derniers des attentes du chef gouvernemental de la sécurité de l'information (CGSI), des bonnes pratiques de cybersécurité ainsi que des orientations, standards, stratégies, directives, règles et indications d'application pris en vertu de la Loi, et en assurer le suivi;

6^o effectuer, dans le cadre de la lutte contre les cyberattaques et les cybermenaces au Québec, une veille dans le cyberspace en vue d'identifier et, le cas échéant, d'appliquer la prise en charge appropriée à l'égard des menaces pouvant compromettre la sécurité de l'information gouvernementale;

7^o coordonner les activités de surveillance des réseaux informatiques gouvernementaux permettant de détecter les accès non autorisés et d'analyser les comportements malicieux;

8^o conseiller le chef gouvernemental de la sécurité de l'information (CGSI) en matière de pratiques de cybersécurité lors de situations nécessitant une intervention particulière de ce dernier;

9^o contribuer à la création de liens de collaboration durables avec les différents acteurs de la communauté des technologies de l'information, spécialisés en sécurité de l'information, en vue de favoriser l'innovation en matière de cybersécurité et la mise en commun du savoir et des ressources requises pour faire face efficacement aux cyberattaques et aux cybermenaces;

10^o effectuer, lorsque nécessaire, des vérifications de sécurité des systèmes gouvernementaux et en dégager les recommandations et les priorités d'action;

11^o proposer au chef gouvernemental de la sécurité de l'information (CGSI) des mécanismes de suivi et de concertation et voir à leur mise en œuvre de manière à accompagner les centres opérationnels de cyberdéfense (COCD) dans la mise en place des mesures de sécurité;

12^o s'assurer de la présence d'une offre de formation adéquate pour les employés du Centre gouvernemental de cyberdéfense (CGCD) et des centres opérationnels de cyberdéfense (COCD), dans l'objectif de développer et de maintenir une expertise de pointe en cybersécurité.

SECTION III RÉSEAU GOUVERNEMENTAL DE CYBERDÉFENSE

7. Le Réseau gouvernemental de cyberdéfense est, tel que le prévoit l'article 7 de la Directive, formé du Centre gouvernemental de cyberdéfense (CGCD), des centres opérationnels de cyberdéfense (COCD) et des organismes publics par l'intermédiaire de leurs chefs de la sécurité de l'information organisationnelle (CSIO). En plus de la mission prévue à cet article, le Réseau assume, dans l'organisation fonctionnelle de la sécurité de l'information, des responsabilités visant notamment à :

1^o permettre la mutualisation des efforts et des ressources au sein de l'Administration publique;

2^o favoriser l'échange et le partage des connaissances ainsi que le recours à des pratiques communes au sein de l'Administration publique.

SECTION IV CENTRE GOUVERNEMENTAL DE CYBERDÉFENSE (CGCD)

8. Le Centre gouvernemental de cyberdéfense (CGCD) assume, dans l'organisation fonctionnelle en matière de sécurité de l'information, la responsabilité d'apporter aux membres du Réseau gouvernemental de cyberdéfense le soutien nécessaire dans la prise en charge des exigences de cybersécurité en mettant à leur disposition des services centralisés, une expertise de pointe et des pratiques exemplaires en matière de cybersécurité.

SECTION V ÉQUIPE DE RÉPONSE AUX INCIDENTS DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

9. Le Centre gouvernemental de cyberdéfense (CGCD) maintient, en son sein, une équipe appelée « Équipe de réponse aux incidents de sécurité de l'information ». Cette équipe intervient dans la coordination gouvernementale de gestion des événements de sécurité en collaboration avec la Cellule de cyberdéfense et le Réseau d'alerte gouvernemental. Elle est communément appelée « CERT/AQ » qui est un sigle combinant les expressions « computer emergency response team » et « administration québécoise ».

Le CERT/AQ assume, dans l'organisation fonctionnelle de la sécurité de l'information, les responsabilités suivantes :

1^o apporter aux membres du Réseau gouvernemental de cyberdéfense le soutien et l'accompagnement requis dans la gestion des événements de sécurité et dans l'amélioration de leurs capacités d'intervention en telle matière;

2^o assurer l'animation et la coordination du Réseau d'alerte gouvernemental visé à l'article 17 et de l'Équipe intégrée sur les menaces à la sécurité de l'information gouvernementale (EIMSIG) visée à l'article 14.

SECTION VI COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL

§1. Comité de gouvernance des ressources informationnelles (CGRI)

10. En matière de sécurité de l'information, le comité de gouvernance en ressources informationnelles (CGRI) a, en plus des mandats décrits à l'article 12.1 de la Loi, celui de formuler des recommandations au dirigeant principal de l'information sur les enjeux de sécurité de l'information qui lui sont présentés.

§2. Sous-comité Sécurité de l'information gouvernementale et cybersécurité (SCSIGC)

11. Le Sous-comité Sécurité de l'information gouvernementale et cybersécurité (SCSIGC), un sous-comité du comité de gouvernance en ressources informationnelles (CGRI), est composé de dirigeants de l'information choisis par le comité de gouvernance en ressources informationnelles (CGRI). Il est présidé par l'un de ses membres que désigne ce comité, sur recommandation de ses pairs. Il a pour mandat :

1^o de suivre et d'appuyer la mise en œuvre de la Politique gouvernementale de cybersécurité;

2^o de veiller à l'évolution du rôle de chef délégué de la sécurité de l'information (CDSI);

3^o de suivre et d'appuyer le déploiement du Réseau gouvernemental de cyberdéfense;

4^o d'examiner les sujets liés à la sécurité de l'information, y compris la cybersécurité;

5^o d'examiner tout autre enjeu qui lui est délégué par le comité de gouvernance en ressources informationnelles (CGRI);

6^o de conseiller le comité de gouvernance en ressources informationnelles (CGRI) et le dirigeant principal de l'information en matière de sécurité de l'information.

Les modalités de fonctionnement de ce sous-comité sont encadrées par une charte établie par le comité de gouvernance en ressources informationnelles (CGRI).

§3. Table des chefs délégués de la sécurité de l'information

12. La table des chefs délégués de la sécurité de l'information est présidée par le chef gouvernemental de la sécurité de l'information (CGSI) et elle regroupe l'ensemble des chefs délégués de la sécurité de l'information (CDSI). La table peut s'adjoindre d'autres spécialistes de l'Administration publique en mesure de lui assurer un soutien efficace dans l'exécution de ses travaux. La table a pour mandat :

1^o de favoriser la concertation au regard de la mise en œuvre des orientations, standards, stratégies, directives, règles et indications d'application en matière de sécurité de l'information pris en vertu de la Loi;

2^o de permettre aux membres d'exposer les travaux d'intérêt commun ainsi que les problématiques d'ensemble et de dégager les pistes de solutions correspondantes;

3^o d'identifier les opportunités d'optimisation, de partage et de mise en commun de services;

4^o de contribuer à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des projets à portée gouvernementale.

§4. La Cellule gouvernementale de cyberdéfense

13. La Cellule gouvernementale de cyberdéfense est formée des responsables opérationnels de cyberdéfense (ROCD) et du responsable gouvernemental de cyberdéfense (RGCD) qui en assure l'animation. Elle vise à mobiliser ses membres autour d'objectifs communs de cyberdéfense et leur permet :

1^o d'échanger sur les enjeux de cyberdéfense;

2^o de recommander au responsable gouvernemental de cyberdéfense (RGCD) les interventions, y compris les solutions technologiques afférentes, à mettre en œuvre;

3^o de contribuer à la coordination de la gestion des événements de sécurité.

§5. Équipe intégrée sur les menaces à la sécurité de l'information gouvernementale (EIMSIG)

14. L'Équipe intégrée sur les menaces à la sécurité de l'information gouvernementale (EIMSIG) est une équipe gouvernementale multidisciplinaire d'échange de

connaissances sur les menaces et les incidents de sécurité de l'information, animée et coordonnée par l'Équipe de réponse aux incidents de sécurité de l'information (CERT/AQ).

15. Le noyau permanent de l'Équipe intégrée sur les menaces à la sécurité de l'information gouvernementale (EIMSIG) est formé par l'Équipe de réponse aux incidents de sécurité de l'information (CERT/AQ), le ministère de la Sécurité publique, la Sûreté du Québec, le ministère de la Justice du Québec, le Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques, à l'accès à l'information et à la laïcité le ministère du Conseil exécutif. Peut s'adjoindre à ce noyau tout autre organisme public à même de lui apporter l'expertise complémentaire nécessaire à la connaissance des menaces, des incidents ainsi que des préjudices qui peuvent en découler.

16. L'Équipe intégrée sur les menaces à la sécurité de l'information gouvernementale (EIMSIG) assume, dans l'organisation fonctionnelle de la sécurité de l'information, les responsabilités suivantes :

1° partager ses efforts de veille en matière de sécurité de l'information;

2° produire, à la demande du chef gouvernemental de la sécurité de l'information (CGSI) ou du responsable gouvernemental de cyberdéfense (RGCD), des avis et des conseils sur des enjeux particuliers en sécurité de l'information;

3° produire annuellement, à l'intention du chef gouvernemental de la sécurité de l'information (CGSI) et du responsable gouvernemental de cyberdéfense (RGCD), un rapport sur ses activités et sur l'analyse des menaces et des incidents de sécurité de l'information pertinents, incluant les recommandations d'améliorations afférentes;

4° participer, lorsque requis, au Réseau d'alerte gouvernemental visé à l'article 17.

§6. Réseau d'alerte gouvernemental

17. Le Réseau d'alerte gouvernemental est coordonné par l'Équipe de réponse aux incidents de sécurité de l'information (CERT/AQ). Il est formé de répondants en matière de sécurité de l'information visés à l'article 23. Il constitue, pour les organismes publics, un moyen d'échange dans le domaine de la cybersécurité. Il permet à ces organismes :

1° de contribuer à la gestion des événements de sécurité;

2° d'accéder à une information pertinente sur les menaces et les vulnérabilités en matière de sécurité de l'information;

3° de développer l'expertise en matière de sécurité de l'information et d'accroître leur capacité de réaction aux événements de sécurité;

4° d'échanger sur des solutions en sécurité de l'information.

§7. Comité de crise gouvernemental en sécurité de l'information

18. Le Comité de crise gouvernemental en sécurité de l'information (CCGSI) est le centre de coordination qui assure une gestion concertée des situations de crise en matière de sécurité de l'information et il prend, sur le plan administratif, les décisions à portée gouvernementale permettant de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour contenir les effets négatifs d'une crise et de la résoudre dans les meilleurs délais.

Ce comité est présidé par le chef gouvernemental de la sécurité de l'information et il se compose de plusieurs organismes publics à même d'y apporter l'expertise spécifique à leur mission et de fournir des conseils quant aux actions et aux décisions à prendre en fonction de l'évolution d'une crise.

Les modalités de fonctionnement de ce comité sont encadrées par une charte et un plan gouvernemental de gestion de crise en sécurité de l'information, arrimés au Plan national de sécurité civile.

Ce comité assume, dans l'organisation fonctionnelle de la sécurité de l'information, les responsabilités suivantes :

1° évaluer les impacts d'une situation de crise sur les activités gouvernementales;

2° prendre les décisions de nature stratégique afin de limiter les impacts et résoudre les situations de crise;

3° établir un plan d'intervention et un plan de communication, et en suivre la mise en œuvre;

4° formuler des recommandations d'amélioration de la gestion de crise au dirigeant principal de l'information ou au gouvernement;

5° mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre du plan d'intervention (ressources humaines, financières et matérielles);

6° superviser les activités de retour à la situation normale et, le cas échéant, le renforcement des mesures de sécurité de l'information;

7° clore la gestion de crise;

8° faire évoluer, en continu, le processus de gestion de crise gouvernemental en sécurité de l'information.

CHAPITRE IV **RESPONSABILITÉS AU NIVEAU** **DE PORTEFEUILLE**

SECTION I **CHEFS DÉLÉGUÉS DE LA SÉCURITÉ** **DE L'INFORMATION (CDSI)**

19. Un chef délégué de la sécurité de l'information (CDSI) assure la coordination de la sécurité de l'information aux niveaux stratégique, tactique et opérationnel pour les organismes publics auxquels il se rattache. Il assume les responsabilités énoncées à l'article 12.7 de la Loi et à l'article 6 de la Directive.

SECTION II **RESPONSABLES OPÉRATIONNELS** **DE CYBERDÉFENSE (ROCD)**

20. Un responsable opérationnel de cyberdéfense (ROCD) assume, dans l'organisation fonctionnelle de la sécurité de l'information, les responsabilités suivantes :

1° appuyer le chef délégué de la sécurité de l'information (CDSI) dans la direction, l'opérationnalisation et l'évolution de l'offre de service de son centre opérationnel de cyberdéfense (COCD);

2° conseiller le chef délégué de la sécurité de l'information (CDSI) notamment, sur les orientations, les priorités d'action, les pratiques communes de cybersécurité, les mécanismes de reddition de comptes et sur l'optimisation des ressources pour son organisation;

3° contribuer à la mise en œuvre des processus gouvernementaux normalisés en matière de cybersécurité;

4° assurer, une prise en charge rapide et concertée des événements de sécurité pour son organisation;

5° représenter son portefeuille ou son organisation auprès de la Cellule gouvernementale de cyberdéfense;

6° maintenir un registre des répondants en matière de sécurité de l'information visés à l'article 23 et qui lui sont rattachés, pour participer au Réseau d'alerte gouvernemental;

7° effectuer régulièrement les vérifications de sécurité des systèmes à l'égard des menaces et des vulnérabilités et, lorsque requis, recommander les correctifs nécessaires à l'organisme public concerné;

8° assurer le maintien d'un registre des événements de sécurité qui relèvent de son organisation;

9° assurer l'accompagnement nécessaire en sécurité opérationnelle aux organismes publics relevant de son organisation;

10° exercer toute autre activité de sécurité de l'information que lui attribue le chef délégué à la sécurité de l'information (CDSI).

SECTION III **CENTRES OPÉRATIONNELS DE CYBERDÉFENSE** **(COCD)**

21. Un centre opérationnel de cyberdéfense (COCD) est un centre de commandement et de coordination des opérations de cyberdéfense. Il apporte aux organismes publics auxquels il se rattache le soutien nécessaire dans la prise en charge des exigences en matière de cybersécurité en rendant disponibles des services centralisés, une expertise de pointe et des pratiques exemplaires en telle matière.

CHAPITRE V **RESPONSABILITÉS AU NIVEAU** **ORGANISATIONNEL**

SECTION I **CHEFS DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION** **ORGANISATIONNELLE (CSIO)**

22. Un chef de la sécurité de l'information organisationnelle (CSIO) assume la responsabilité de la prise en charge globale de la sécurité de l'information au sein de son organisation. Il travaille en étroite collaboration avec les répondants en matière de sécurité de l'information pour assurer la prise en charge des exigences de sécurité de l'information.

Il assume, dans l'organisation fonctionnelle de la sécurité de l'information, les responsabilités suivantes :

1° mettre en œuvre les décisions émanant du chef gouvernemental de la sécurité de l'information (CGSI) et du chef délégué de la sécurité de l'information (CDSI) auquel il se rattache, notamment les indications d'application et les indications d'application particulières, en coordonner l'exécution et veiller à leur application;

2° contribuer à la mise en œuvre du cadre de gouvernance qui régit la sécurité de l'information au sein de son organisation;

3° contribuer à la mise en œuvre des processus gouvernementaux normalisés en matière de gestion de la sécurité de l'information et des processus de sécurité de l'information élaborés par le chef délégué de la sécurité de l'information (CDSI);

4° s'assurer de la prise en charge des exigences de sécurité de l'information lors de la réalisation de projets de développement, d'acquisition, d'évolution ou de remplacement d'un actif informationnel ou d'un service en ressources informationnelles;

5° aviser sans délai le chef délégué de la sécurité de l'information (CDSI) lorsqu'un événement de sécurité présente un risque qu'un préjudice sérieux soit causé;

6° mettre en œuvre les actions requises pour la prise en charge d'un événement de sécurité;

7° tenir un registre des événements de sécurité selon les exigences de la Directive et les modalités précisées par le chef délégué de la sécurité de l'information (CDSI);

8° fournir les informations demandées par le chef gouvernemental de la sécurité de l'information (CGSI) et le chef délégué de la sécurité de l'information (CDSI) auquel il se rattache relativement à la reddition de comptes, ou toute autre information requise par ces derniers;

9° mettre en place au sein de son organisation les comités et les groupes de travail appropriés de concertation en matière de sécurité de l'information et en assurer la coordination;

10° assurer le développement des compétences du personnel de son organisation en matière de sécurité de l'information.

SECTION II

RÉPONDANTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

23. Les répondants en matière de sécurité de l'information, pour des domaines spécifiques en matière de sécurité de l'information, sont désignés par leur dirigeant d'organisme public respectif, à la demande du chef gouvernemental de la sécurité de l'information (CGSI) conformément à l'article 11 de la Directive. Ces répondants assument, dans l'organisation fonctionnelle de la sécurité de l'information, les responsabilités qu'indique le chef gouvernemental de la sécurité de l'information (CGSI).

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

24. Lorsqu'un dirigeant d'organisme public au sens du troisième alinéa de l'article 8 de la Loi a son propre dirigeant de l'information désigné en application du deuxième alinéa de cet article, le dirigeant de l'information ainsi désigné est considéré intervenir, dans l'organisation fonctionnelle de la sécurité de l'information et avec les adaptations nécessaires, à la fois à titre de chef délégué à la sécurité de l'information à un niveau de portefeuille visé par le chapitre IV et à titre de chef de la sécurité de l'information organisationnelle à un niveau organisationnel visé au chapitre V, en vertu du paragraphe 9.1 du premier alinéa de l'article 10.1 de la Loi et du deuxième alinéa de l'article 10 de la Directive.

L'unité administrative spécialisée en sécurité de l'information qu'un tel dirigeant d'organisme public doit maintenir en vertu du deuxième alinéa de l'article 9 de la Directive est considérée intervenir quant à elle, dans l'organisation fonctionnelle de la sécurité de l'information, à un niveau de portefeuille visé par le chapitre IV.

25. Les dispositions du présent cadre ne doivent pas être interprétées comme ayant pour effet de modifier les obligations qu'ont les organismes publics à l'égard des ressources informationnelles et de l'information que ceux-ci détiennent ou utilisent, le tout conformément à la Loi, à la Directive et aux autres lois qui les régissent.

De plus, les dispositions du présent cadre doivent être interprétées comme référant de façon implicite à tous les autres organismes publics ou entités qui, en raison de leur mission ou de leur expertise, interviennent dans l'organisation fonctionnelle de la sécurité de l'information au sein de l'Administration publique, même si de tels organismes ou de telles entités ne sont pas mentionnés expressément dans l'une ou l'autre de ces dispositions. C'est le cas, à titre d'exemples, du Secrétariat du Conseil du trésor, de la Sûreté du Québec, du ministère de la Sécurité publique, du ministère de la Justice du Québec, du ministère du Conseil exécutif, de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, du Contrôleur des finances et des organismes publics responsables de services communs.

26. Le Cadre de gestion de la sécurité de l'information du Conseil du trésor (2014) est abrogé.

27. Le présent cadre entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

78127

A.M., 2022

**Arrêté 0063-2022 de la ministre de la Sécurité publique
en date du 26 juillet 2022**

CONCERNANT la mise en œuvre du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux vents violents survenus le 23 juillet 2022, dans la municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard

LA MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,

VU le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents, établi par le décret n° 403-2019 du 10 avril 2019 en vertu de l'article 100 de la Loi sur la sécurité civile (chapitre S-2.3) et modifié par les décrets n° 443-2021 du 24 mars 2021 et n° 1417-2022 du 6 juillet 2022, destiné notamment à aider financièrement les municipalités qui ont déployé des mesures préventives temporaires ou des mesures d'intervention et de rétablissement lors d'un sinistre réel ou imminent;

VU que la ministre de la Sécurité publique est responsable de l'application de ce programme;

VU l'article 109 de la loi qui prévoit que la mise en œuvre, pour un risque ou un événement particulier, d'un programme général visé à l'article 100, relève de la ministre responsable de l'application du programme;

CONSIDÉRANT que, le 23 juillet 2022, des vents violents sont survenus dans la municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard, causant des dommages;

CONSIDÉRANT que la Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard a engagé des dépenses additionnelles à ses dépenses courantes pour diverses mesures d'intervention et de rétablissement relatives à la sécurité de ses citoyens;

CONSIDÉRANT que cet événement d'origine naturelle constitue un sinistre au sens de la loi;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de permettre à la Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard, si elle est admissible, de bénéficier du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents, établi par le décret n° 403-2019 du 10 avril 2019 et modifié par les décrets n° 443-2021 du 24 mars 2021 et n° 1417-2022 du

6 juillet 2022, est mis en œuvre sur le territoire de la municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard, située dans la région administrative des Laurentides, qui a été touché par des vents violents survenus le 23 juillet 2022.

Québec, le 26 juillet 2022

La ministre de la Sécurité publique,
GENEVÈVE GUILBAULT

78124

A.M., 2022

**Arrêté 0033-2022 de la ministre de la Sécurité publique
en date du 26 juillet 2022**

CONCERNANT un nouvel élargissement du territoire et une prolongation de la période d'application du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents mis en œuvre relativement aux travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1^{er} décembre 2021 au 31 mars 2022, dans des municipalités du Québec

LA MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,

VU l'arrêté numéro AM 0020-2022 du 5 avril 2022 par lequel la ministre de la Sécurité publique a mis en œuvre le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents au bénéfice de onze municipalités qui ont dû engager des dépenses additionnelles à leurs dépenses courantes pour des travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1^{er} décembre 2021 au 31 mars 2022;

VU l'annexe jointe à cet arrêté du 5 avril 2022 qui énumère les municipalités pouvant bénéficier de ce programme;

VU l'arrêté numéro AM 0027-2022 du 14 juin 2022 par lequel la ministre a élargi le territoire d'application de ce programme pour comprendre sept autres municipalités;

VU l'article 109 de la Loi sur la sécurité civile (chapitre S-2.3) qui permet, au besoin, à la ministre responsable de l'application d'un programme d'en élargir le territoire concerné et d'en prolonger la période d'application;

CONSIDÉRANT que des municipalités, dont les territoires n'ont pas été désignés aux arrêtés précités, ont dû réaliser des travaux de bris de couvert de glace du 1^{er} décembre 2021 au 30 avril 2022, aux fins de sécurité publique;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de permettre à ces municipalités, si elles sont admissibles, de bénéficier du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents mis en œuvre par l'arrêté numéro AM 0020-2022 du 5 avril 2022 relativement aux travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1^{er} décembre 2021 au 31 mars 2022, dans des municipalités du Québec, et dont le territoire a été élargi à d'autres municipalités par l'arrêté numéro AM 0027-2022 du 14 juin 2022, est de nouveau élargi afin de comprendre les municipalités énumérées à l'annexe jointe au présent arrêté et sa période d'application est prolongée jusqu'au 30 avril 2022.

Québec, le 26 juillet 2022

La ministre de la Sécurité publique,
GENEVIÈVE GUILBAULT

ANNEXE

Municipalité	Désignation
--------------	-------------

Région 01 – Bas-Saint-Laurent

Sainte-Flavie	Paroisse
---------------	----------

Région 03 – Capitale-Nationale

Saint-Raymond	Ville
---------------	-------

Région 12 – Chaudière-Appalaches

Lévis	Ville
-------	-------

Région 14 – Lanaudière

Crabtree	Municipalité
----------	--------------

L'Assomption	Ville
--------------	-------

L'Épiphanie	Ville
-------------	-------

Saint-Paul	Municipalité
------------	--------------

Région 16 – Montérégie

La Prairie	Ville
------------	-------

78123

